

ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE :



QUADRICITE
8, Boulevard Barotte
52000 CHAUMONT
Tél : 03 25 01 95 76
Mail : cthomas@quadri-cites.fr

MAITRE D'ŒUVRE :



ATELIER D'ARCHITECTURE 52
1, Rue Raymond Savignac
52000 CHAUMONT
Tél : 03 25 35 39 45
Mail : atelier-architecture52@orange.fr

BE STRUCTURE :



BETC
11, rue Jeanne d'Arc
52000 CHAUMONT
Tél : 03 25 03 39 51
Mail : fg@betc.pro

BE FLUIDES :



FLUID CONCEPT
280, ZAC de la Petite Champagne
88300 NEUFCHATEAU
Tél : 03 29 94 15 34
Mail : fluid-concept@fluid-concept.fr

ECONOMISTE :



ATEEC
1 Impasse Les Mennetriers,
52200 SAINTS GEOSMES
Tél : 06 48 31 15 86
Mail : sas-ateec@orange.fr

CUISINISTE :



ATEC Ingenierie
52, Grande Rue
78240 CHAMBOURCY
Tél : 01 39 65 18 79
Mail : atec.ing@wanadoo.fr

BUREAU DE CONTROLE :



SOCOTEC
Avenue de la République
52000 CHAUMONT
Tél : 06 17 57 73 32
Mail : mathieu.jehoulet@socotec.com

COORDONNATEUR SECURITE :



SOCOTEC
Avenue de la République
52000 CHAUMONT
Tél : 06 22 76 32 60
Mail : philippe.champs@socotec.com

MAITRE D'OUVRAGE :



LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Cercle Mixte
1 Avenue du 109^e RI
52000 CHAUMONT



Réfection de la cuisine du cercle mixte

Ecole de Gendarmerie

1 Avenue du 109^e RI
52000 CHAUMONT

PRESCRIPTIONS COMMUNES

CCTP

Dossier	M905AB23
Date	14/10/2025
Phase	PRO
Indice	indA

PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

Cahier des Clauses Techniques Générales

La composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules applicables au bâtiment et applicables au bâtiment et au génie civil sera conforme aux :

- décret 96-420 du 10 mai 1996 ;
- décret 98-28 du 8 janvier 1998 ;
- décret 99-98 du 15 février 1999 ;
- décret 2000-524 du 15 juin 2000 ;
- A 07-10-21 Arrêté du 7 octobre 2021 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.

Caractéristiques du Cahier des Clauses Techniques Particulières

Marchés publics

Textes législatifs et réglementaires :

- 'Cahier des Clauses Administratives Générales' (CCAG) applicables aux Marchés Publics ;
- D 26-04-10 Décret n° 2010-406 du 26 avril 2010 modifié relatif aux contrats de concession de travaux publics et portant diverses dispositions en matière de commande publique ;
- O 26-11-18 Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- D 03-12-18 Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- A 22-03-19 Arrêté du 22 mars 2019 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs ;
- A 22-03-19 Arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique ;
- A 31-03-19 Avis du 31 mars 2019 relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics ;
- A 30-03-21 Arrêté du 30 mars 2021 modifié portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
- A 32-04-21 Arrêté du 21 avril 2021 modifiant divers arrêtés portant approbation de cahiers des clauses administratives générales des marchés publics pour leur application outre-mer ;
- 'Cahier des Clauses Administratives Particulières' (CCAP) et des documents particuliers et généraux qui y sont énumérés ;
- ainsi que tous les documents auxquels il aura été fait référence au travers des documents précités.

Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :

- Titre 1 : Règles générales applicables à la construction et la rénovation des bâtiments :
 - Chapitre 1 : Définitions - Articles L. 111-1, R. 111-1 à R. 111-2 ;
 - Chapitre 2 : Principes généraux de respect des règles de construction - Articles L. 112-1 à L. 112-13, R. 112-1 à R. 112-19 ;
 - Chapitre 3 : Autres règles applicables aux bâtiments - Articles L. 113-1 à L. 113-20, R. 113-1 à R. 113-17, R. 113-19 à R. 113-24 ;
- Titre 2 : Encadrement de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et des mutations des bâtiments :
 - Chapitre 2 : Procédures administratives - Articles L. 122-1 à L. 122-12, R. 122-1 à R. 122-35 ;
 - Chapitre 3 : Responsabilités et assurances - Articles L. 123-1 à L. 123-7, R. 123-1 ;

Les bâtiments et ouvrages ci rapportant répondront aux dispositions générales et particulières du Code de la construction et de l'habitation, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

Les ouvrages sont réputés complets. Ils sont définis par les pièces dessinées en plans, coupes, façades, et par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). L'ensemble de ces documents constituant un tout qui définit la prestation. Une omission dans un de ces documents ne soustraira pas l'entrepreneur à l'obligation d'exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, ou décrits pour le montant global du marché. Il aura prévu dans son offre, les ouvrages de sa profession qui seront nécessaires et qui n'auraient pas été précisés dans les documents ci-dessus.

L'entrepreneur devra se rendre compte par une visite préliminaire au dépôt de son offre, de l'état des lieux, des possibilités d'accès, des difficultés éventuelles d'exécution des travaux et en général des sujétions locales à prendre en considération pour sa spécialité.

Le présent CCTP a pour but de définir la qualité et la nature des ouvrages à réaliser. Quel que soit le système employé l'entrepreneur devra joindre à son offre un planning détaillé indiquant le temps d'exécution de chaque groupe d'ouvrage de son lot.

En application de l'article 6 du code des marchés publics, le choix des normes à retenir au regard de l'objet du marché sera fait en y faisant référence de manière explicite dans les présents documents particuliers du marché. Il convient à cet égard de tenir compte des normes dont l'usage est rendu obligatoire par une réglementation, même si leur application s'impose en l'absence de toute référence explicite dans le marché.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 28 août 2006, il sera donné priorité, lorsqu'elles existent, aux normes et documents équivalents élaborés au niveau européen. En application de ce principe, sont rendues contractuelles les normes de conception de la série EN NF 1990 à 1999, couramment appelées Eurocodes ainsi que leurs annexes nationales lorsqu'elles existent.

L'entreprise doit réaliser l'ensemble des travaux de son lot suivant les règles fondamentales de l'art de sa profession, conformément aux réglementations, normes, prescriptions, règles professionnelles, règles de calculs, cahier des clauses techniques, cahier des clauses spéciales et documents annexes DTU propres à chaque corps d'état, en vigueur à la date de remise des offres, ainsi qu'aux documents produits en dehors du système normatif, de type guide, recommandation, avis technique ou autre règle professionnelle reconnue par l'AQC, et faisant consensus au sein de l'ensemble des acteurs de la construction ou par la conformité à d'autres référentiels jugés équivalents.

L'entreprise doit utiliser les matériaux et produits dont les caractéristiques, de dimensions, formes, qualités de matériaux employés dans les travaux, sont fixés en fonction des cahiers des clauses techniques du DTU de chaque corps d'état, mis à jour à la date de remise des offres.

Textes législatifs et réglementaires :

- L 10-08-18 Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance ;
- R 30-10-18 Rapport au Président de la République du 30 octobre 2018 relatif à l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation ;
- G 25-03-19 Guide d'application du 25 mars 2019 de l'ordonnance n° 2018-937 et des décrets qui lui sont liés (ESSOC I) ;
- R 31-01-20 Rapport au Président de la République du 31 janvier 2020 relatif à l'ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation ;
- O 29-01-20 Ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation ;
- D 30-06-21 Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent ;
- D 08-04-22 Décret n° 2022-510 du 8 avril 2022 pris pour l'application des articles L. 111-1 et L. 126-32 du code de la construction et de l'habitation.

Chaque entrepreneur est tenu de réaliser ses propres travaux en tenant compte des réservations et des préparations nécessaires à la bonne exécution des ouvrages des autres corps d'état, sans que ceux-ci aient à engager des ouvrages supplémentaires hors des travaux normaux de leur lot.

Normes fondamentales

Le présent CCTP (ainsi que l'Avant Métré Quantitatif qui lui est éventuellement associé) reprend en ce qui concernent les grandeurs physiques, les équations, les symboles de grandeurs et d'unités, les systèmes cohérents d'unités, spécialement le Système International d'Unités (SI), les normes :

- NF EN ISO 7345 Performance thermique des bâtiments et des matériaux pour le bâtiment - Grandeurs physiques et définitions (indice de classement : P 50-740) ;
- NF X 02-003 Normes fondamentales - Principes de l'écriture des nombres, des grandeurs, des unités et des symboles ;
- NF EN ISO 80000-1 Grandeurs et unités - Partie 1 : généralités (indice de classement : X 02-300-1).

Qualité environnementale

La qualité environnementale globale d'un ouvrage dépendant de la conception, de la réalisation, de l'usage et de la fin de vie de l'ouvrage considéré. Les lois, textes ministériels et normes suivantes établissent les bases communes permettant de prendre en compte les critères environnementaux et sanitaires :

- Systèmes de management de l'énergie :
 - NF ISO 50003 Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management de l'énergie (indice de classement : X 30-133) ;
 - NF ISO 50006 Mesurage de la performance énergétique à l'aide des performances énergétiques de référence (PER) et d'indicateurs de performances énergétique (IPÉ) - Principes généraux et lignes directrices (indice de classement : X 30-138) ;
 - NF EN ISO 50004 Lignes directrices pour la mise en œuvre, la maintenance et l'amélioration d'un système de management de l'énergie de l'ISO 50001 (indice de classement : X 30-144).
- Système de management environnemental :
 - GA P 01-030 Qualité environnementale des bâtiments - Système de management environnemental pour le maître d'ouvrage : opération de construction, adaptation ou gestion des bâtiments - Cadre de conception et de mise en œuvre pour la démarche HQE® ;
 - NF EN ISO 14001 Exigences et lignes directrices pour son utilisation (indice de classement : X 30-200) ;
 - NF EN ISO 14026 Marquages et déclarations environnementales - Principes, exigences et lignes directrices pour la communication des informations d'empreinte (indice de classement : X 30-326).
- Conception des bâtiments :
 - NF ISO 16843 Espace intérieur - Principe généraux (indice de classement : P 01-040).
- Conception de l'environnement des bâtiments :
 - NF ISO 23045 Lignes directrices pour l'évaluation de l'efficacité énergétique des bâtiments neufs (indice de classement : P 01-041) ;
 - NF ISO 16814 Qualité de l'air intérieur - Méthodes d'expression de la qualité de l'air intérieur pour une occupation humaine (indice de classement : P 01-042) ;
 - NF ISO 16817 Environnement intérieur - Processus de conception de l'environnement visuel (indice de classement : P 01-044) ;
 - NF EN 15459 Procédure d'évaluation économique des systèmes énergétiques des bâtiments (indice de classement : P 52-601).
- Développement durable dans les bâtiments et ouvrages de génie civil :
 - NF ISO 15392 Principes généraux (indice de classement : P 01-051) ;
 - NF ISO 20887 Conception pour la démontabilité et l'adaptabilité - Principes, exigences et recommandations (indice de classement : P 01-053) ;
 - NF ISO 21678 Indicateurs et référentiels - Principes, exigences et lignes directrices (indice de classement : P 01-054).
- Contribution des ouvrages de construction au développement durable :
 - NF EN 15643 Cadre pour l'évaluation des bâtiments et des ouvrages de génie civil (indice de classement : P 01-061) ;
 - NF EN 15804+A2 Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction (indice de classement : P 01-064) ;
 - NF EN 15804/CN Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction - Complément national à la NF EN 15804+A1 (indice de classement : P 01-064/CN) ;
 - NF EN 15942 Déclarations environnementales des produits - Formats de communication entre professionnels (indice de classement : P 01-065) ;
 - NF EN 15978 Évaluation de la performance environnementale des bâtiments - Méthode de calcul (indice de classement : P 01-067) ;
 - NF EN 16627 Évaluation de la performance économique des bâtiments - Méthodes de calcul (indice de classement : P 01-068) ;
 - FD CEN/TR 16970 Lignes directrices pour la mise en application de l'EN 15804 (indice de classement : P 01-070).
- Durabilité des bâtiments et ouvrages de génie civil :
 - XP ISO/TS 12720 Lignes directrices sur l'application des principes généraux de l'ISO 15392 (indice de classement : P 01-069).
- Qualité de l'air :
 - NF X 43-001 Vocabulaire ;
 - XP X 43-405 Audit de la qualité de l'air dans les piscines ;
 - XP X 43-407 Audit de la qualité de l'air dans les locaux non industriels - Bâtiment à usage d'enseignement ;
 - Les concentrations des agents chimiques présents dans l'atmosphère des lieux de travail seront conformes à l'article R. 4412-149 du Code du Travail (décret n° 2012-746 du 9 mai 2012) ;

- A 06-07-12 avis du 6 juillet 2012 relatif à la fixation de valeurs repères d'aide à la gestion pour le trichloréthylène dans l'air des espaces clos.
- Ergonomie des ambiances thermiques :
 - NF EN ISO 7730 Détermination analytique et interprétation du confort thermique par le calcul des indices PMV et PPD et par des critères de confort thermique local (indice de classement : X 35-203).

Contrôle technique

Code de la Construction et de l'Habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :

- Chapitre 5 Contrôle technique - Articles L. 125-1 à L. 125-6, R. 125-1 à R. 125-21 ;

Les lois et textes ministériels, en particulier :

- D 28-05-99 décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique ;
- C 31-10-00 circulaire UHC/QC/21 2000-77 du 31 octobre 2000 relative au contrôle technique des constructions pour la prévention du risque sismique.

Suivant article R. 125-17 : sont soumises obligatoirement au contrôle technique prévu à l'article L. 125-1 les opérations de construction ayant pour objet la réalisation :

- 1° d'établissements recevant du public, au sens de l'article R. 143-2, classés dans les 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories visées à l'article R. 143-19 ;
- 2° d'immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 28 mètres par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable par les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie ;
- 3° de bâtiments, autres qu'à usage industriel :
 - a) comportant des éléments en porte-à-faux de portée supérieure à 20 mètres ou des poutres ou arcs de portée supérieure à 40 mètres ;
 - b) ou comportant, par rapport au sol naturel, des parties enterrées de profondeur supérieure à 15 mètres, ou des fondations de profondeur supérieure à 30 mètres ;
 - c) ou nécessitant des reprises en sous-œuvre ou des travaux de soutènement d'ouvrages voisins, sur une hauteur supérieure à 5 mètres.
- 4° lorsqu'ils sont situés dans les zones de sismicité 4 ou 5 délimitées conformément à l'article R. 563-4 du code de l'environnement, des immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres par rapport au niveau du sol ;
- 5° Lorsqu'ils sont situés dans les zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5, délimitées conformément à l'article R. 563-4 du code de l'environnement, des bâtiments appartenant aux catégories d'importance III et IV au sens de l'article R. 563-3 du même code et des établissements de santé, lorsqu'ils n'y sont pas déjà soumis au titre d'une autre disposition du présent article ;
- 6° D'éoliennes dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 12 mètres.

Le contrôle technique des travaux pourra être demandé par le Maître d'Ouvrage, il sera alors assuré par l'organisme de son choix.

Les principes généraux relatifs au contrôle technique de la construction et les modalités de réalisation des missions seront conformes à la norme NF P 03-100.

Les honoraires afférents au contrôle technique sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Les travaux tous corps d'état seront soumis au contrôle d'un organisme spécialisé.

Hygiène, sécurité et conditions de travail

Les lois et textes ministériels :

- D 24-02-81 Décret n° 81-183 du 24 février 1981 portant extension aux établissements agricoles des dispositions du décret du 8 janvier 1965 relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles ;
- D 06-05-95 Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier du bâtiment ou de génie civil ;

- D 01-09-04 Décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 ;
- D 11-10-13 Décret n° 2013-914 du 11 octobre 2013 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L. 4153-9 du code du travail pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
- D 11-10-13 Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
- D 17-04-15 Décret n° 2015-443 du 17 avril 2015 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L. 4153-9 du code du travail pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
- D 17-04-15 Décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du code du travail ;
- Code de la santé publique - livre 3 : Protection de la santé et environnement.

Code du Travail :

- Titre 2 Principes généraux de prévention - Chapitre 1 Obligations de l'employeur - Articles L. 4121-1 à L. 4121-5, R. 4121-1 à R. 4121-4 ;
- Titre 3 Droits d'alerte et de retrait - Chapitre 3 Droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement - Articles L. 4133-1 à L. 4133-5, D. 4133-1 à D. 4133-3 ;
- Titre 3 Bâtiment et génie civil - Chapitre 4 Prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux - Articles R. 4534-1 à R. 4534-156 ;
- 4^{ème} partie : Santé et sécurité au travail ;
- Titre 5 Dispositions particulières à certaines catégories de travailleurs - Chapitre 3 Jeunes travailleurs - Articles L. 4153-1 à L. 4153-9, D. 4153-1 à R. 4153-52 ;
- Titre 6 Dispositions relatives à la prévention des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention - Chapitre 3 Compte professionnel de prévention - Articles L. 4163-1 à L. 4163-22.

Risque électrique

Les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) :

- NF C 18-510 Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique + Amendement A1 ;
- NF C18-510 F12 Note informative suite à la parution de l'arrêté du ministère du travail du 07 avril 2021 ;
- UTE C 18-510 COMPARATIF Ouvrages et installations électriques - La prévention du risque électrique lors de travaux, interventions, essais, manœuvres ... De la publication UTE C 18-510 à la norme NF C 18-510 ;
- UTE C 18-510-1 Recueil d'instructions de sécurité électrique pour les ouvrages ;
- UTE C 18-510-2 Prescriptions de sécurité d'ordre électrique relatives aux opérations effectuées sur les installations de production d'électricité ou dans leur environnement ;
- UTE C18-510-3 Prescriptions de sécurité d'ordre électrique relatives aux opérations effectuées sur les installations électriques ou dans leur environnement ;
- NF C 18-505-X F1 Fiche d'information de la série de normes NF C 18-505-X suite à la publication de l'Arrêté TST du 7/04/2021 ;
- FD C 18-531 Prescriptions de sécurité électrique pour le personnel exposé au risque électrique lors d'opérations d'ordre non électrique et lors d'opérations d'ordre électriques simples ;
- UTE C 18-540 : Prescriptions de sécurité électrique pour les opérations basse tension sur les installations et les ouvrages hors travaux sous tension.

Les lois et textes ministériels :

- A 19-12-11 Arrêté du 19 décembre 2011 relatif aux circuits électriques mis en œuvre dans le soudage électrique à l'arc et par résistance et dans les techniques connexes ;
- A 20-12-11 Arrêté du 20 décembre 2011 relatif aux appareils électriques amovibles et à leurs conditions de raccordement et d'utilisation ;
- A 22-12-11 Arrêté du 22 décembre 2011 modifié relatif aux critères de compétence des personnes chargées d'effectuer les vérifications périodiques des installations électriques et de mettre en œuvre les processus de vérification des installations électriques temporaires ;
- A 23-12-11 Arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux installations électriques des équipements de travail non soumis à des règles de conception lors de leur première mise en service ;
- C 09-10-12 Circulaire DGT n° 2012-12 du 9 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques ;

- A 20-11-17 Arrêté du 20 novembre 2017 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage - Prévention du risque électrique ;
- A 07-04-21 Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Code du Travail :

- Code du travail (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 2 Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail - Chapitre 6 Installations électriques - Articles R. 4226-1 à R. 4226-21 ;

Coordination sécurité

La coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil sera conforme aux textes de loi en vigueur, en particulier :

- L 31-12-93 Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- D 26-12-94 Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité ;
- D 04-05-95 Décret n° 95-543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- D 06-05-95 Décret du 6 mai 1995 relatifs aux dispositions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants, d'une part, et modifiant divers textes réglementaires pour les rendre applicables aux indépendants, d'autre part ;
- D 10-01-11 Décret n° 2011-39 du 10 janvier 2011 relatif aux compétences et à la formation des coordonnateurs de sécurité et de protection de la santé ;
- A 26-12-12 Arrêté du 26 décembre 2012 modifié relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation-certification ;
- A 04-11-14 Arrêté du 4 novembre 2014 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2012 relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation-certification.

Catégories des opérations de bâtiment et de génie civil suivant article R. 4532-1 du code du travail		
1 ^{ère} Catégorie	2 ^{ème} Catégorie	3 ^{ème} Catégorie
Opérations supérieures à 10 000 hommes/jour où seront présentes au moins dix entreprises. (Opérations d'un montant TTC > 3 800 000 euros)	- opérations soumises à déclaration préalable, opérations supérieures à 500 hommes/jour (opérations d'un montant TTC > 305 000 euros) - chantiers où sont exécutés des travaux à risques particuliers visés par l'article L. 4532-8 du code du travail.	Les autres opérations, à l'exclusion des opérations chez les particuliers, visées par les articles L. 4532-3, L. 4532-4, L. 4532-7, L. 4532-18 du code du travail.
Opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail en application des articles L. 4532-10 à L. 4532.15.	Opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 ne relevant pas de la 1 ^{ère} catégorie	Opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié en application des articles R. 4532-52 et R. 4532-54 et autres opérations ne relevant pas des première et deuxième catégories.
Niveaux de compétence de coordonnateur suivant articles R. 4532-23, R. 4532-24		
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Aptitude à coordonner toutes opérations	Aptitude à coordonner les opérations des 2 ^{èmes} et 3 ^{ème} catégories	Aptitude à coordonner les opérations de 3 ^{ème} catégorie.

Principales obligations du maître d'ouvrage

- Obligations de faire :
 - appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4531-3 ;
 - déclarer les opérations de niveau I et II, articles L. 4532-1, L. 4532-18, R. 4532-2, R. 4532-3 ;

- désigner le coordonnateur SPS compétent doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission, articles L. 4532-3 à L. 4532-7, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9, R. 4532-11 à R. 4532-16, R. 4532-20 à R. 4532-22 ;
- réaliser les voiries et réseaux divers préalables pour les opérations de bâtiment (> 760 000 €), articles L. 4532-18, R. 4533-1 à R. 4533-7 ;
- organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateur, articles L. 4532-5, L. 4532-6, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9, R. 4532-20 à R. 4532-22, R. 4532-38 à R. 4532-41 ;
- conserver le P.G.C.S.P.S. pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, article R. 4532-51 ;
- conserver et transmettre le D.I.U.O., articles L. 4532-16, L. 4532-18, R. 4532-97 ;
- constituer le C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- se concerter avec les autres M.O.A. en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférence, article L. 4531-3.
- Obligations de faire faire :
 - veiller à la mise en application des principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
 - faire établir le P.G.C.S.P.S. par le coordonnateur S.P.S., articles L. 4532-8, R. 4532-42 à R. 4532-51 ;
 - faire ouvrir le registre-journal de la coordination par le coordonnateur S.P.S., articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
 - faire constituer le D.I.U.O. par le coordonnateur S.P.S., articles L. 4532-16, L. 4532-18, R. 4532-95 à R. 4532-98.

Principales obligations du coordonnateur S.P.S

- être expérimenté et compétent, articles L. 4532-3, L. 4532-4, L. 4532-7, L. 4532-18, R. 4532-1, R. 4532-17 à R. 4532-19, R. 4532-23 à R. 4532-29, R. 4532-34 - R. 4532-35 ;
- ouvrir et compléter le R.J.C., articles R. 4532-38 à R. 4532-41 ;
- appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- participer aux réunions organisées notamment par le maître d'ouvrage, articles L. 4532-3, L. 4532-4, L. 4532-7, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9 ;
- élaborer et tenir à jour le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4532-8, R. 4532-11 à R. 4532-16, R. 4532-44 à R. 4532-46 ;
- arrêter les mesures générales en concertation avec le maître d'œuvre, articles R. 4532-47, R. 4532-48 ;
- harmoniser les P.P.S.P.S. dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4532-2, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- assurer le passage des consignes avec le coordonnateur de réalisation, articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- organiser la coordination entre les différentes entreprises, articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- constituer et compléter éventuellement, le D.I.U.O., articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- tenir compte des interférences sur le site ;
- procéder aux visites de chantier avec les entreprises, article R. 4532-84 ;
- élaborer le projet de règlement C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-78, R. 4532-79, R. 4532-91 ;
- présider le C.I.S.S.C.T., articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- faire adopter le règlement du C.I.S.S.C.T., article R. 4532-92 ;
- conserver le R.J.C. pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

Principales obligations du maître d'œuvre

- appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2 ;
- participer aux travaux du C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- appliquer les règles fixées aux articles L. 4532-1 à L. 4531-3, L. 4532-1, L. 4532-3 à L. 4532-8, L. 4532-10 à L. 4532-12, L. 4532-16, L. 4532-18, R. 4532-78, R. 4532-79, pour les opérations conduites dans les habitats, dérogation articles L. 4531-1, L. 4531-2 ;
- coopérer avec le coordonnateur pendant la phase de conception et réalisation en l'associant aux réunions et lui transmettant ses études, articles L. 4532-5, L. 4532-6, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- viser les observations du coordonnateur portées au R.J.C. et lui répondre le cas échéant, articles R. 4532-38 à R. 4532-41 ;
- arrêter les mesures générales en concertation avec le coordonnateur S.P.S., articles R. 4532-44 à R. 4532-46.

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant

- respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- respecter les obligations issues de la 4^{ème} partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

Déclaration préalable

Suivant article L. 4532-1 du code du travail :

Lorsque la durée ou le volume prévus des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage adresse avant le début des travaux une déclaration préalable :

1. A l'autorité administrative ;
2. A l'organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'article L. 4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ;
3. Aux organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le texte de cette déclaration, dont le contenu est précisé par arrêté ministériel, est affiché sur le chantier.

Suivant article R. 4532-2 du code du travail (Créé par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) :

« Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours. »

Collège interentreprises de sécurité

Suivant article R. 4532-77 du code du travail (créé par décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) :

Le maître d'ouvrage constitue un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail lorsque le chantier doit dépasser un volume de 10 000 hommes/jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes inclus, est supérieur à dix s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à cinq s'il s'agit d'une opération de génie civil. Cette constitution doit être effective au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux.

Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Suivant article L. 4532-2 du code du travail (créé par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007) :

Une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives. Le plan général de coordination sera conforme aux articles R. 4532-42 à R. 4532-51.

Vérifications

Chaque entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des documents fournis. Les textes et documents énumérés dans l'ensemble des pièces du marché sont **non exhaustifs**, à ce titre ils ne pourront être considérés comme **limitatifs**. Il ne pourra en aucun cas s'appuyer sur des imprécisions, omissions ou erreurs existantes sur les documents fournis, pour éluder la responsabilité d'un ouvrage non conforme aux règles de l'Art ou dont l'exécution laisserait à désirer.

Avant toute mise en œuvre l'entrepreneur s'assurera de la possibilité de suivre les indications et cotes fournies, pour l'exécution de ses travaux. En cas d'impossibilité, il en référera immédiatement au Maître d'Œuvre.

Il ne pourra en aucun cas modifier le projet du Maître d'Œuvre, mais devra signaler toutes modifications qu'il croirait utile d'y apporter. En tant que spécialiste, il provoquera tous renseignements sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, et devra compléter les dessins qui lui seront remis par le Maître d'Œuvre.

Faute de se conformer aux présentes prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Sécurité des réseaux

Le maître d'ouvrage, ainsi que les entreprises de travaux, devront obligatoirement prendre toutes informations concernant les réseaux aériens ou souterrains (de gaz, électriques, de télécommunication, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses...) par consultation du téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr, afin d'élaborer leurs déclarations de travaux auprès des exploitants de réseaux concernés.

Les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :

- Travaux à proximité de réseaux :
 - NF S 70-003-2 Partie 2 : Techniques de détection sans fouille ;
 - NF S 70-003-3 Partie 3 : Géoréférencement des ouvrages.

Le code de l'environnement (parties législative et Réglementaire), en particulier :

- Chapitre 4 Sécurité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution
 - Articles L. 554-1 à L. 554-11, R. 554-1 à R. 554-62 ;

Les textes législatifs et réglementaires, en particulier :

- D 20-12-10 Décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 modifié relatif au guichet unique créé en application de l'article L. 554-2 du code de l'environnement ;
- A 22-12-10 Arrêté du 22 décembre 2010 modifié fixant les modalités de fonctionnement du guichet unique prévu à l'article L. 554-2 du code de l'environnement ;
- A 23-12-10 Arrêté du 23 décembre 2010 modifié relatif aux obligations des exploitants d'ouvrages et des prestataires d'aide envers le téléservice « reseaux-et-canalisation.gouv.fr » ;
- A 23-06-11 Avis du 23 juin 2011 aux exploitants de réseaux relatif à l'application de l'article R. 554-10 du code de l'environnement ;
- D 28-06-11 Décret n° 2011-762 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'application de l'article L. 554-5 du code de l'environnement ;
- D 05-10-11 Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- A 12-10-11 Arrêté du 12 octobre 2011 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2010 fixant les modalités de fonctionnement du guichet unique prévu à l'article L. 554-2 du code de l'environnement et l'arrêté du 23 décembre 2010 relatif aux obligations des exploitants d'ouvrages et des prestataires d'aide envers le téléservice « reseaux-et-canalisation.gouv.fr » ;
- A 15-02-12 Arrêté du 15 février 2012 modifié pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- D 20-08-12 Décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution ;
- A 10-09-12 Avis du 10 septembre 2012 relatif à l'analyse de la régularité des déclarations préalables aux travaux dans les premières semaines de la mise en application de la réforme anti-endommagement ;
- Décision BSEI n° 2012-150 du 17 décembre 2012 portant reconnaissance d'un guide professionnel mis à jour prévu par l'arrêté du 4 août 2006 modifié portant règlement de la sécurité des canalisations de transport ;
- A 19-02-13 Arrêté du 19 février 2013 modifié encadrant la certification des prestataires en géoréférencement et en détection des réseaux et mettant à jour des fonctionnalités du téléservice « reseaux-et-canalisation.gouv.fr » ;

- A 05-03-14 Arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- D 17-06-14 Décret n° 2014-627 du 17 juin 2014 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution ;
- A 18/06/14 Arrêté du 18 juin 2014 modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution et au téléservice « reseaux-et-canalisation.gouv.fr » ;
- A 19-06-14 Arrêté du 19 juin 2014 modifié pris en application du IV de l'article 3 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- A 22-12-15 Arrêté du 22 décembre 2015 modifié relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux ;
- A 27-12-16 Arrêté du 27 décembre 2016 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux ;
- D 22-10-18 Décret n° 2018-899 du 22 octobre 2018 relatif à la sécurité des travaux effectués à proximité des ouvrages de transport et de distribution ;
- A 03-07-20 Arrêté du 3 juillet 2020 portant modification de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux (décembre 2016) :

- [Fascicule 1](#) : Dispositions générales ;
- [Fascicule 2](#) : Guide technique des travaux ;
- [Fascicule 3](#) : Formulaire et autres documents pratiques.

Réservations

Chaque entreprises est responsable de ses réservations.

Nettoyage de chantier

Les ouvrages de chaque lot devront être laissés en parfait état d'achèvement et de propreté ainsi que le chantier et les abords. Tous les matériaux non utilisables seront enlevés et transportés ou stockés dans les différentes filières en fonction de la nature des déchets, par l'entreprise concernée, en respect du plan de gestion des déchets départemental, et de la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP). Dans le cas contraire, le nettoyage du chantier et l'évacuation des déchets seront exécutés par le lot Gros Œuvre suivant les mêmes respects tant qu'à la gestion des déchets, à la charge du ou des corps d'état concernés.

En accord de la recommandation n° T2-200 aux maîtres d'ouvrages publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment, de façon à permettre l'élimination des déchets vers les filières de valorisation, les entreprises feront un tri systématique des déchets de chantier en 4 groupes :

- déchets inertes : tels que gravats, béton, tuiles ;
- déchets industriels banals : tels que revêtements de sols et de murs, bois, plastiques (emballage, tuyaux) ;
- déchets industriels spéciaux : tels que résidus de peinture, pot de colles, de joints, déchets contenant de l'amiante libre ;
- emballages : tels que housses PVC ou PE, cartons, palettes.

Le Code de la Construction et de l'Habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :

- Chapitre 6 : Exploitation des bâtiments - Section 5 : Informations et diagnostics obligatoires :
 - (partie législative) Articles L. 126-23, L. 126-34 ;
 - (partie réglementaire) Sous-section 1 : Diagnostic portant sur les déchets issus de rénovations et de démolitions - Articles R. 126.8 à R. 126-14-2.

Le code de l'Environnement (Parties Législative et Réglementaire) :

- Livre 5 : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances - Titre 4 : Déchets

- Chapitre 1 : Prévention et gestion des déchets - Section 3 : Prévention et gestion des déchets (Partie Législative) - Section 2 : Plans de prévention et de gestion des déchets (Partie Réglementaire) - Articles L. 541-11 et L. 541-15-2, R. 541-13 à R. 541-27 ;
- Chapitre 3 : Dispositions propres à certaines catégories de produits et de déchets - Section 19 : Produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment - Articles : R543-288 à R543-290-12.

Les textes législatifs et réglementaires :

- A 28-02-10 Arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;
- A 19-12-11 Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments ;
- A 18-08-14 Arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L. 541-11 du code de l'environnement ;
- A 15-02-16 Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- O 29-07-20 Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets ;

L'ensemble des abords du chantier ainsi que toutes traces de chantier seront dégagés au plus tard avant la réception

Réunions de chantier

Les réunions de chantier devront être suivies régulièrement par tous les entrepreneurs qui devront y donner les sujétions ou les problèmes qu'ils auraient pu rencontrer dans la préparation de leur lot (voir CCAP), sous peine d'une amende forfaitaire par absences non justifiées (voir CCAP - Pénalités pour retard).

Prestations Supplémentaires Eventuelles ou variantes

Les entreprises soumissionnaires devront impérativement répondre aux Prestations Supplémentaires Eventuelles demandées au CCTP sous peine de voir leurs offres refusées. Les prestations non prévues au CCTP et jugées indispensables par les entreprises seront chiffrées dans le montant de l'offre de base.

Tout mode de construction concurrentiel autre que celui défini au CCTP pourra être proposé par l'entrepreneur dans son mémoire. Il devra alors tenir compte des sujétions et frais créés par l'incidence de son offre (études techniques, cotation des plans, ouvrages de second œuvre des autres lots, etc.).

Toutefois les propositions de base seront impérativement conformes au présent CCTP.

Les variantes, autres que celle demandées ne sont pas autorisées.

Choix des matériaux

Les lois et textes ministériels :

- A 21-11-02 Arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement ;
- A 16-02-10 Arrêté du 16 février 2010 portant application du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié à certains produits de construction faisant l'objet d'une norme harmonisée ;
- A 13-12-10 Arrêté du 13 décembre 2010 modifié portant application du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié à certains produits de construction entrant dans le domaine d'application d'une norme harmonisée ;
- R 09-03-11 Règlement (UE) n° 305/2011 du 9 mars 2011 du Parlement européen et du Conseil établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- A 21-03-12 Arrêté du 21 mars 2012 relatif à la commission chargée de formuler des avis techniques et des documents techniques d'application sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction ;
- D 27-12-12 Décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- A 21-06-13 Arrêté du 21 juin 2013 relatif à la désignation et au suivi des organismes notifiés au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011

- établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- R 30-10-13 Règlement d'exécution (UE) n° 1062/2013 du 30 octobre 2013 de la Commission relatif au format de l'évaluation technique européenne pour les produits de construction ;
 - R 30-10-13 Règlement délégué (UE) n° 157/2014 du 30 octobre 2013 concernant les conditions de publication sur un site internet d'une déclaration des performances relative à des produits de construction ;
 - A 11-07-17 Arrêté du 11 juillet 2014 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la déclaration environnementale des produits de construction et de décoration destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment dénommé « déclaration environnementale » ;
 - R 18-02-14 Règlement délégué (UE) n° 568/2014 du 18 février 2014 modifiant l'annexe V du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'évaluation et la vérification de la constance des performances des produits de construction ;
 - R 21-02-14 Règlement délégué (UE) n° 574/2014 du 21 février 2014 modifiant l'annexe III du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil relative au modèle à utiliser pour l'établissement d'une déclaration des performances concernant un produit de construction.

Les normes :

- NF P 92-507 Sécurité contre l'incendie - Bâtiment - Matériaux d'aménagement - Classement selon leur réaction au feu.

Le Code de la Consommation :

- Titre 1 Conformité - Chapitre 2 Mesures d'application - Section 4 Règlements de l'Union européenne constituant des mesures d'exécution de l'article L. 412-1 - Section 6 Déclaration environnementale des produits de construction et de décoration et des équipements électriques, électroniques et de génie climatique destinés à la vente aux consommateurs - Articles R. 412-43, R. 412-49 à R. 412-57 ;
- Titre 1 Conformité - Chapitre 4 Mesures d'application - Section 24 Produits de construction - Articles R. 214-1, R. 214-24, R. 214-25 à R. 214-33.

Les marques de matériaux et produits indiqués dans le CCTP sont données à titre indicatif. Elles ont été choisies en référence, pour répondre aux exigences essentielles de résistance mécanique et de stabilité, de sécurité en cas d'incendie, d'hygiène, de santé et d'environnement, de sécurité d'utilisation, de protection contre le bruit, d'économie d'énergie et d'isolation thermique. Les entreprises pourront proposer toutes autres marques de matériaux et produits à qualités et caractéristiques équivalentes ou supérieures, lors de la remise des offres en joignant les références des produits ou matériaux qu'il se propose d'employer ainsi que les fiches techniques correspondantes par prestation. Le choix définitif, étant arrêté par le Maître d'Œuvre. Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique, ou n'étant pas couvert par un marquage CE ou par une assurance, ne pourra être pris en considération.

Remplacement des ouvrages défectueux

Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite ou ne portant pas le marquage CE, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions du Maître d'Œuvre.

Compte Prorata

Conformément à la NF P 03-001 (la présente norme a pour objet de mettre à la disposition des intéressés un Cahier des Clauses Types comme 'Cahier des Clauses Administratives Générales' applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés) (CCAG), article 14 (Dépenses d'intérêt commun - compte prorata), le panneau de chantier, le bureau de chantier, toutes les dépenses communes (branchements et consommations) seront exécutés aux frais des entreprises adjudicataires et implicitement compris dans leur prix. Ces frais seront répartis entre les entreprises au compte prorata de leur marché sous le contrôle du Maître d'Œuvre. L'entreprise de **Gros Œuvre** aura la gestion du compte prorata, et devra prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public.

Dépenses Contrôlées

Conformément à l'article 8.6 du CCAP (Répartition des dépenses communes), le panneau de chantier, le bureau de chantier, toutes les dépenses communes (branchements et consommations) seront exécutées aux frais des entreprises

adjudicataires et implicitement compris dans leur prix. Ces frais seront répartis entre les entreprises au compte prorata de leur marché sous le contrôle du Maître d'Œuvre. L'entreprise **de Gros Œuvre** aura la gestion du compte prorata, et devra prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public

Clauses spéciales de préchauffage

L'exécution des travaux de certains ouvrages étant liée à des conditions de température minimale ou de degré hygrométrique limité, l'entrepreneur ne pourra refuser l'exécution ou la continuité de ces travaux s'il peut être satisfait aux dites conditions par un préchauffage approprié.

Les frais correspondants seront comptés au compte prorata, à condition que l'exécution des travaux dans la période considérée corresponde au calendrier d'exécution.

Frais à la charge des entreprises

Voir article du CCAP 'Répartition des dépenses communes'.

Les frais d'études techniques seront à la charge des entreprises adjudicataires (chauffage, plomberie).

Les plans techniques devront recevoir l'approbation du Maître d'Œuvre, en ce qui concerne l'adaptation architecturale.

Résistance au feu des matériaux

Les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :

- Durabilité des performances de réaction au feu :
 - NF EN 16755 Classement des produits à base de bois ignifugés pour utilisation finale en intérieur et en extérieur (indice de classement : B 53-859).
- Ingénierie de la sécurité incendie :
 - Principes généraux :
 - NF ISO 23932-1 Partie 1 : généralités (indice de classement : P 92-548-1) ;
 - FD ISO/TR 23932-2 Partie 2 : Exemple d'application à un pressing (indice de classement : P 92-548-2).
 - Performance des structures en situation d'incendie :
 - NF ISO 24679-1 Partie 1 : Généralités (indice de classement : P 92-550)
 - FD ISO/TR 24679-3 Partie 3 : exemple d'un parking aérien largement ventilé (indice de classement : P 92-550-3) ;
 - FD ISO/TR 24679-6 Partie 6 : exemple d'un immeuble de bureaux de huit étages en béton (indice de classement : P 92-550-6).
- Classement au feu des produits et éléments de construction :
 - NF EN 13501-1 Partie 1 : classement à partir des données d'essais de réaction au feu (indice de classement : P 92-800-1) ;
 - NF EN 13501-2 Partie 2 : classement à partir des données d'essais de résistance au feu à l'exclusion des produits utilisés dans les systèmes de ventilation (indice de classement : P 92-800-2) ;
 - NF EN 13501-3+A1 Partie 3 : classement utilisant des données d'essais de résistance au feu de produits et éléments utilisés dans des installations d'entretien : conduits et clapets résistants au feu (indice de classement : P 92-800-3) ;
 - NF EN 13501-4 Partie 4 : classement à partir des données d'essais de résistance au feu des composants de dispositifs de contrôle de fumée (indice de classement : P 92-800-4) ;
 - NF EN 13501-5 Partie 5 : classement utilisant des données d'essais au feu des toitures exposées à un feu extérieur (indice de classement : P 92-800-5) ;
 - NF EN 13501-6 Partie 6 : classement à partir des données d'essais de réaction au feu sur câbles de puissance, de commande et de communication (indice de classement : P 92-800-6).
- Code de la construction et de l'habitation (Partie Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :

- Titre 4 : Sécurité des personnes contre les risques d'incendie - chapitre 1 : objectif généraux de sécurité contre les risques d'incendie - Section unique : classification des matériaux - articles D. 141-1 à D. 141-13.
- les textes législatifs et réglementaires :
 - A 22-03-04 Arrêté du 22 mars 2004, modifié relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages ;
 - R 01-07-15 Règlement délégué (UE) 2016/364 de la Commission du 1^{er} juillet 2015 relatif à la classification des caractéristiques de réaction au feu des produits de construction en vertu du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil.
- Fiche CSTB :
 - Comportement au feu de produits et d'éléments de construction - Ministère de l'intérieur - mars 2022.

Classes de performances de réaction au feu pour les produits de construction (indice _n = revêtements de sol, indice _L = produits d'isolation thermique pour conduite linéaire)

Classe	Méthode(s) d'essai	Critères de classement	Classement supplémentaire
A1 - A1 _n - A1 _L	EN ISO 1182 ^{a)}	$\Delta T \leq 30 \text{ °C}$ et $\Delta m \leq 50 \%$ et $t_f = 0$ (c.-à-d., pas d'inflammation prolongée)	-
	EN ISO 1716	$PCS \leq 2,0 \text{ MJ/kg}$ ^{a)} et $PCS \leq 2,0 \text{ MJ/kg}$ ^{b) c)} et $PCS \leq 1,4 \text{ MJ/m}^2$ ^{d)} et $PCS \leq 2,0 \text{ MJ/kg}$ ^{e)}	-
A2 - A2 _n - A2 _L	EN ISO 1182 ^{a)} ou	$\Delta T \leq 50 \text{ °C}$ et $\Delta m \leq 50 \%$ et $t_f = 20 \text{ s}$	-
	EN ISO 1716 et	$PCS \leq 3,0 \text{ MJ/kg}$ ^{a)} et $PCS \leq 4,0 \text{ MJ/kg}$ ^{b) c)} et $PCS \leq 4,0 \text{ MJ/m}^2$ ^{d)} et $PCS \leq 3,0 \text{ MJ/kg}$ ^{e)}	-
A2 - A2 _L	EN 13823	$FIGRA \leq 120 \text{ W/s}$ (pour A2) $\leq 270 \text{ W/s}$ (pour A2 _L) LFS < côté de l'éprouvette et $THR_{600s} \leq 7,5 \text{ MJ}$	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
A2 _n	EN ISO 9239-1 ^{j)}	Flux critique k) $\geq 8,0 \text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{h)}
B - B _L	EN 13823 et	$FIGRA \leq 120 \text{ W/s}$ (pour B) $\leq 270 \text{ W/s}$ (pour B _L) LFS < côté de l'éprouvette et $THR_{600s} \leq 7,5 \text{ MJ}$	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 30 s	$F_s \leq 150 \text{ mm}$ en 60 s	
	EN ISO 9239-1 ^{j)} et	Flux critique k) $\geq 8,0 \text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{h)}
B _n	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150 \text{ mm}$ en 20 s	-
C - C _L	EN 13823 et	$FIGRA \leq 120 \text{ W/s}$ (pour C) $\leq 270 \text{ W/s}$ (pour C _L) LFS < côté de l'éprouvette et $THR_{600s} \leq 15 \text{ MJ}$	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 30 s	$F_s \leq 150 \text{ mm}$ en 60 s	
	EN ISO 9239-1 ^{j)} et	Flux critique k) $\geq 4,5 \text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{h)}
C _n	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150 \text{ mm}$ en 60 s	-
D - D _L	EN 13823 et	$FIGRA \leq 750 \text{ W/s}$ (pour D) $FIGRA \leq 2100 \text{ W/s}$ - $THR_{600s} \leq 100 \text{ MJ}$ (pour D _L)	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 30 s	$F_s \leq 150 \text{ mm}$ en 60 s	
	EN ISO 9239-1 ^{j)} et	Flux critique k) $\geq 3,0 \text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{h)}
D _n	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150 \text{ mm}$ en 60 s	-
E - E _L	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150 \text{ mm}$ en 20 s	Gouttelettes / particules enflammées ^{h)}
E _n			-
F - F _L - F _n	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s > 150 \text{ mm}$ en 20 s	

^{a)} Pour les produits homogènes et les composants substantiels de produits non homogènes.

^{b)} Pour tout composant non substantiel extérieur de produits non homogènes.

^{c)} Sinon, tout composant non substantiel ayant un $PCS \leq 2,0 \text{ MJ/m}^2$, à condition que le produit satisfasse les critères suivants de l'EN 13823 : $FIGRA \leq 20 \text{ W/s}$ et $LFS < \text{côté de l'éprouvette}$ et $THR_{600s} \leq 4,0 \text{ MJ}$, et s1 et d0.

^{d)} Pour tout composant non substantiel intérieur de produits non homogènes.

^{e)} Pour le produit dans son intégralité.

^{f)} Lors de la dernière phase de développement du mode opératoire d'essai, des modifications du système de mesure de la fumée ont été introduites dont les effets doivent faire l'objet d'une enquête ultérieure.

^{g)} - d0 = aucune gouttelette / particule enflammée conformément à l'EN 13823 en 600 s ;

- d1 = aucune gouttelette / particule enflammée persistant pendant plus de 10 s conformément à l'EN 13823 en 600 s ;
- d2 = ni d0, ni d1.
- h) Succès = aucune inflammation du papier (aucun classement) ; Echec = inflammation du papier (classement d2).
- i) Dans les conditions d'attaque de la flamme de surface et, si approprié à l'utilisation finale du produit, d'attaque de la flamme de côté.
- j) Durée de l'essai = 30 min.
- k) Le flux critique est défini comme étant le flux radiant ou la flamme s'éteint ou le flux radiant après une période d'essai de 30 min, selon la valeur la plus basse des deux.
- l) s1 = Fumée ≤ 750 % minutes ; s2 = pas s1 ;
- l) Pour le produit dans son ensemble, à l'exclusion des matériaux métalliques et pour tout composant externe (c'est-à-dire la gaine) du produit.

Etablissements recevant du public

- Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :
 - Titre 4 : Sécurité des personnes contre les risques d'incendie - Chapitre 3 : Etablissements recevant du public - Articles L. 143-1 à L. 143-3, R. 143-1 à R. 143-47 ;
 - Titre 6 : Accessibilité - Chapitre 4 : Etablissements recevant du public existants - Articles L. 164-1 à L. 164-3, R. 164-1 à R. 164-6.
- Règlement de sécurité incendie dans les ERP (approuvé par arrêté du 25 juin 1980 et modifié) :
 - Livre 1 Dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Chapitre unique - Articles GN1 à GN14 ;
 - Livre 2 Dispositions applicables aux établissements des quatre premières catégories - Titre 1 : Dispositions générales - et Titre 2 : Dispositions particulières, chapitres en fonction de la nature de l'établissement ;
 - Livre 3 Dispositions applicables aux ERP de 5^{ème} catégorie - Articles PE et PU, PO, PX en fonction de la nature de l'établissement.
- les lois et textes ministériels :
 - A 25-06-80 Arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
 - A 24-05-10 Arrêté du 24 mai 2010 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
 - A 07-06-10 Arrêté du 7 juin 2010 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
 - A 04-02-11 Arrêté du 4 février 2011 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique des établissements recevant du public relevant de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
 - A 14-04-11 Arrêté du 14 avril 2011 relatif à l'application de l'article R. 111-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
 - C 14-11-12 Circulaire du 14 novembre 2012 relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public relevant du secteur public de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
 - IT 26-06-08 Instruction technique du 26 juin 2008 modifiée relative au contrôle de la continuité des communications radioélectriques dans les établissements recevant du public ;
 - A 08-06-17 Arrêté du 8 juin 2017 modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
 - A 13-06-17 Arrêté du 13 juin 2017 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
 - N 07-07-17 Note d'information n° 45 du 7 juillet 2017 relative à l'application de l'arrêté du 13 juin 2017 aux établissements existants ;
 - A 15-11-17 Arrêté du 15 novembre 2017 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;

- A 10-05-19 Arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- A 29-05-20 Arrêté du 19 mai 2020 modifié relatif à la prévention et protection contre les risques d'incendie et de panique et à l'accessibilité dans les établissements recevant du public relevant du ministère de la défense.
- Instruction technique n° 249 du 24 mai 2010 relative aux façades.
- Guide d'application de la réglementation incendie - Habitations, ERP, locaux d'activité (Guide Sécurité incendie, CSTB Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, décembre 2019).

Classement des établissements

Les établissements sont classés en types, selon la nature de leur exploitation :

a) Etablissements installés dans un bâtiment :

- J - Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées ;
- L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples ;
*(local associatif)
- **M - Magasin de vente, centres commerciaux ;**
- **N - Restaurants et débits de boissons ;**
- **O - Hôtels et pensions de famille ;**
- P - Salles de danse et salles de jeux ;
- R - Etablissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centre de vacances, centres de loisirs sans hébergement ;
- S - Bibliothèques, centres de documentation ;
- T - Salles d'expositions ;
- U - Etablissements sanitaires ;
- V - Etablissements de culte ;
- W - Administrations, banques, bureaux ;
- X - Etablissements sportifs couverts ;
- Y - Musées.

b) Etablissement spéciaux :

- PA - Etablissements de plein air ;
- CT - Chapiteaux, tentes et structures ;
- SG - Structures gonflables ;
- PS - Parcs de stationnement couverts ;
- GA - Gares ;
- OA - Hôtels, restaurants d'altitude ;
- EF - Etablissements flottants ;
- REF - Refuges de montagne.

§ 2 – A : Pour l'application du règlement de sécurité, les établissements recevant du public sont classés en deux groupes :

- le premier groupe comprend les établissements des 1, 2, 3, et 4^{ème} catégories ;
- le deuxième groupe comprend les établissements de 5^{ème} catégorie.

§ 2 – B : L'effectif des personnes admises est déterminé suivant les dispositions particulières à chaque type d'établissement. Il comprend :

- d'une part, l'effectif des personnes constituant le public ;
- d'autre part, l'effectif des autres personnes se trouvant à un titre quelconque dans les locaux accessibles ou non au public et ne disposant pas de dégagements indépendants de ceux mis à la disposition du public.

Toutefois, pour les établissements de 5^{ème} catégorie, ce dernier effectif n'intervient pas pour le classement.

Livre 3 - Article PE 1 : Objet - textes applicables :

§ 1 : Le présent livre complète les dispositions du livre 1^{er} du règlement de sécurité. Il fixe les prescriptions applicables aux établissements classés dans le deuxième groupe, visé à l'article GN 1 (§ 2 a).

Livre 3 - Article PE 2 :Etablissements assujettis :

§ 1 : Les établissements de cinquième catégorie visés à l'article PE 1 sont les établissements recevant du public dans lesquels l'effectif du public admis est inférieur aux nombres fixés pour chaque type d'exploitation dans le tableau ci-après :

Types : ces dispositions sont prises en application de l'article R. 123.18 du C.C.H. :

- a) Ces établissements sont soumis aux dispositions du Livre II lorsqu'ils sont des 1, 2, 3 et 4^{ème} catégories, et à celles du Livre III lorsqu'ils appartiennent à la 5^{ème} catégorie ;
- b) Ces établissements sont soumis aux dispositions du Livre IV relatif aux établissements spéciaux.

Catégories des établissements recevant du public : ces dispositions sont prises en application de l'article R. 123-19 du C.C.H.

	1 ^{er} groupe Grands Etablissements (G.E.)				2 ^{ème} groupe Petits Etablissements (P.E.)
Catégorie	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}
Nombre de personnes	> 1500	≥ 701 ≤ 1500	≥ 301 ≤ 700	≥ 300 ⁽¹⁾	≥ 300 ⁽²⁾

¹⁾ 4^e catégorie : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5^{ème} catégorie.

²⁾ 5^e catégorie : établissements faisant l'objet de l'article R. 123-14 dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas le chiffre minimum fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation.

Suivant le livre 3 chapitre 1 article PE2 - établissements assujettis § 5 les établissements de 5^{ème} catégorie sont les établissements recevant du public dans lesquels l'effectif du public admis est inférieur à chacun des nombres fixés dans le tableau ci-après pour chaque type d'exploitation :

Type	Nature de l'exploitation	Seuils du 1 ^{er} groupe		
		Sous-sol	Etages	Ensemble des niveaux
J	I. Structures d'accueil pour personnes âgées			
	Effectifs des résidents			25
	Effectifs total			100
	II. Structures d'accueil pour personnes handicapées			
L	Effectifs des résidents			20
	Effectifs total			100
	Salle d'audition, de conférences, de réunions 'multimédia'	100	-	200
	Salle de spectacle, de projections ou à usage multiple	20	-	50
M	Magasin de vente	100	100	200
N	Restaurants ou débits de boissons	100	200	200
O	Hôtels ou pensions de famille	-	-	100
P	Salles de danse ou salles de jeux	20	100	120
R	Ecoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants,	⁽¹⁾	1 ⁽²⁾	100
	Autres établissements d'enseignement	100	100	200
	Etablissements avec locaux réservés au sommeil	-	-	30
S	Bibliothèques ou centres de documentation (arr. du 12 juin 1995, art. 4)	100	100	200
T	Salles d'expositions	100	100	200
U	Etablissements de soins	-	-	-
V	Etablissements de culte	100	200	300
W	Administrations, banques, bureaux	100	100	200
X	Etablissements sportifs couverts	100	100	200
Y	Musées (arr. du 12 juin 1995, art. 4)	100	100	200
OA	Hôtels-restaurants d'altitude	-	-	20
GA	Gares ⁽³⁾	-	-	200
PA	Plein air (établissements de ...)	-	-	300

¹⁾ ces activités sont interdites en sous-sol ;

²⁾ si l'établissement ne comporte qu'un seul niveau en étage : 20 ;

³⁾ les gares souterraines et mixtes sont classées dans le premier groupe quel que soit l'effectif.

Résistance au feu des structures et planchers (règles générales)

Etablissement occupant entièrement le bâtiment	Etablissement occupant partiellement le bâtiment	Catégorie de l'établissement	Résistance au feu
Simple rez-de-chaussée	Etablissement à un seul niveau	Toutes catégories	Structure SF de degré 1/2 h Plancher CF de degré 1/2 h

Plancher bas de niveau le plus haut situé à moins de 8 mètres du sol	Différence de hauteur entre les niveaux extrêmes de l'établissement inférieur ou égale à 8 mètres	2 ^{ème} catégorie 3 ^{ème} catégorie 4 ^{ème} catégorie	Structure SF de degré 1/2 h Plancher CF de degré 1/2 h
		1 ^{ère} catégorie	Structure SF de degré 1 h Plancher CF de degré 1 h
Plancher bas du niveau le plus haut situé à plus de 8 mètres et jusqu'à 28 mètres y compris	Différence de hauteur entre les niveaux extrêmes de l'établissement supérieur à 8 mètres	2 ^{ème} catégorie 3 ^{ème} catégorie 4 ^{ème} catégorie	Structure SF de degré 1 h Plancher CF de degré 1 h
		1 ^{ère} catégorie	Structure SF de degré 1 h 1/2 Plancher CF de degré 1 h 1/2

Les plafonds suspendus peuvent être pris en compte dans le calcul de la résistance au feu des planchers hauts attenants lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- ils délimitent des pléniums à potentiel calorifique inférieur en moyenne à 25 MJ/m² par zone recoupée selon les dispositions de l'article CO 26 : les canalisations électriques ne sont pas prises en compte dans ce calcul ;
- ils offrent l'assurance que les éléments les constituant assureront leur rôle lors d'un incendie. Cette exigence doit être vérifiée dans les conditions de l'annexe II de l'arrêté du 21 avril 1983.

Lorsqu'un poteau et ses assemblages doivent être protégés pour assurer une résistance au feu, ils doivent l'être également dans la traversée du plénum.

Caractéristiques des distributions intérieures et compartimentages

Degré de stabilité au feu exigé pour la structure du bâtiment	Parois entre locaux et dégagements accessibles au public	Parois entre locaux accessibles au public. Parois entre locaux accessibles au public et locaux non accessibles au public classés à risques courants		Parois limitant les compartiments
		Non réservés au sommeil ⁽¹⁾	Réservés au sommeil	
Aucune exigence 1/2 heure 1 heure 1 h ½	PF de degré 1/4 heure CF de degré 1/2 heure CF de degré 1 heure CF de degré 1 heure	PF de degré 1/4 heure PF de degré 1/2 heure PF de degré 1/2 heure PF de degré 1/2 heure	CF de degré 1/4 heure CF de degré 1/2 heure CF de degré 1 heure CF de degré 1 heure	CF de degré 1/2 heure CF de degré 1/2 heure CF de degré 1 heure CF de degré 1 h 1/2

¹⁾ Toutefois, cette disposition n'est pas exigée à l'intérieur d'un ensemble de locaux contigus qui ne dépasse pas 300 m² au même niveau.

L'ensemble des ouvrages devra être conforme aux présents règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, suivant arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété.

Désenfumage

- Système pour le contrôle des fumées et de la chaleur :
 - NF EN 12101-1 Partie 1 : spécifications relatives aux écrans de cantonnement de fumée + Amendement A1 (indice de classement : S 62-301) ;
 - NF EN 12101-2 Partie 2 : spécifications relatives aux dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (indice de classement : S 62-302) ;
 - NF EN 12101-3 Partie 3 : spécifications pour les ventilateurs extracteurs de fumées et de chaleur (indice de classement : S 62-303) ;
 - FD CEN/TR 12101-5 Partie 5 : Guide de recommandations fonctionnelles et de calcul pour les systèmes d'évacuation de fumée et de chaleur (indice de classement : S 62-305) ;
 - NF EN 12101-6 Partie 6 : spécifications relatives aux systèmes à différentiel de pression - Kits (indice de classement : S 62-306) ;
 - NF EN 12101-10 Partie 10 : équipement d'alimentation en énergie (indice de classement : S 62-310).
- lois et textes ministériels :
 - IT 30-12-94 Instruction technique n° 263 du 30 décembre 1994 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les établissements recevant du public ;
 - IT 22-03-04 Instruction technique n° 246 du 22 mars 2004 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

Acoustique

- les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :

- Acoustique du bâtiment :
 - NF EN 12354 Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments :
 - Partie 1 : Isolement acoustique aux bruits aériens entre des locaux (indice de classement : S 31-004-1) ;
 - Partie 2 : Isolement acoustique au bruit de choc entre des locaux (indice de classement : S 31-004-2) ;
 - Partie 3 : Isolement aux bruits aériens venus de l'extérieur (indice de classement : S 31-004-3) ;
 - Partie 4 : Transmission du bruit intérieur à l'extérieur (indice de classement : S 31-004-4) ;
 - Partie 5 : Niveaux sonores dus aux équipements du bâtiment (indice de classement : S 31-004-5) ;
 - Partie 6 : Absorption acoustique des pièces et espaces fermés (indice de classement : S 31-004-6).
- Acoustique :
 - NF ISO 30500 Systèmes d'assainissement autonomes - Unités de traitement intégrées préfabriquées - Exigences générales de performance et de sécurité pour la conception et les essais (indice de classement : P 16-305) ;
 - NF S 31-010/A1 Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement - Méthodes particulières de mesurage ;
 - Evaluation de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction :
 - NF EN ISO 717-1 - Partie 1 : Isolement aux bruits aériens (indice de classement S 31-032-1) ;
 - NF EN ISO 717-2 - Partie 2 : Protection contre le bruit de choc (indice de classement S 31-032-2).
 - XP ISO/TS 19488 Système de classification acoustique des logements (indice de classement : S 31-093) ;
 - Mesurage in situ de l'isolation acoustique des bâtiments et des éléments de construction :
 - NF EN ISO 16283-1 - Partie 1 : isolation des bruits aériens + Amendement A1 (indice de classement : S 31-283-1) ;
 - NF EN ISO 16283-2 - Partie 2 : isolation des bruits d'impacts (indice de classement : S 31-283-2) ;
 - NF EN ISO 16283-3 - Partie 3 : Isolation des bruits de façades (indice de classement : S 31-283-3).
 - NF EN ISO 10052 Mesurages in situ de l'isolement aux bruits aériens et de la transmission des bruits de choc ainsi que du bruit des équipements - Méthode de contrôle (indice de classement : S 31-077) ;
 - NF S 31-080 Bureaux et espaces associés - Niveaux et critères de performances acoustiques par type d'espace ;
 - NF ISO 23591 Critères de qualité acoustique pour les salles et locaux de répétition musicale (indice de classement : S 31-106) ;
 - NF S 31-130 Cartographie du bruit en milieu extérieur - Elaboration des cartes et représentation graphique ;
 - NF S 31-133 Bruit dans l'environnement - Calcul de niveaux sonores + Amendement A1 ;
 - Pratique recommandée pour la conception de lieux de travail à bruit réduit contenant des machines :
 - NF EN ISO 11690-1 - Partie 1 : Stratégies de réduction du bruit (indice de classement : S 31-600-1) ;
 - NF EN ISO 11690-2 - Partie 2 : Moyens de maîtrise du bruit (indice de classement : S 31-600-2).
- le Code de l'environnement (Partie Législative) :
 - Chapitre 1 : Lutte contre le bruit - Chapitre 2 : Evaluation, prévention et réduction du bruit dans l'environnement - Articles L. 571-1, L. 571-9 à L. 571-10-1, L. 572-1 à L. 572-11, R. 571-1 à R. 571-97, R. 572-1 à R. 572.12.
- Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :
 - Titre 5 : Qualité sanitaire - Chapitre 4 : Acoustique - Articles L. 154-1 à L. 154-4, R. 154-1 à R. 154-7.
- les lois et textes ministériels :

- C 25-0403 Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation ;
 - A 04-04-06 Arrêté du 4 avril 2006 modifié relatif à l'établissement des cartes de bruits et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;
 - D 30-05-11 Décret n° 2011-604 du 30 mai 2011 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à établir à l'achèvement des travaux de bâtiments d'habitation neufs ;
 - A 27-11-12 Arrêté du 27 novembre 2012 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable en France métropolitaine aux bâtiments d'habitation neufs ;
 - D 14-06-16 Décret n° 2016-798 du 14 juin 2016 relatif aux travaux d'isolation acoustique en cas de travaux de rénovation importants ;
 - A 13-04-17 Arrêté du 13 avril 2017 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments existants lors de travaux de rénovation importants ;
 - D 07-08-17 Décret n° 2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés ;
 - A 01-06-18 Arrêté du 1^{er} juin 2018 modifiant l'arrêté du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement.
- Guides :
- Guides de mesures acoustiques (Guide DHUP, août 2014) ;
 - Réglementations acoustiques des bâtiments (Guide du CNB n° 6, novembre 2017).

Caractéristiques thermiques et performance énergétique

Les caractéristiques thermiques et performance énergétique des constructions nouvelles en fonction des catégories de bâtiment considérées répondront en particulier aux :

- les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :
 - performance énergétique des bâtiments :
 - NF EN ISO 52000-1 Evaluation cadre PEB - Partie 1 : cadre général et modes opératoires (indice de classement : P 50-779-1) ;
 - NF EN 15217 Méthode d'expression de la performance énergétique et de certification énergétique des bâtiments (indice de classement : P 50-780) ;
 - NF EN ISO 52003-1 Indicateurs, exigences, appréciations et certificats :
 - Partie 1 : Aspects généraux et application à la performance énergétique globale (Module M1-4) (indice de classement : P 50-789-1).
 - NF EN ISO 52127-1 Système de gestion technique des bâtiments - Partie 1 : Module M10-12 (indice de classement : P 52-709-1) ;
 - NF EN 17423 Détermination et déclaration des facteurs d'énergie primaire (PEF) et du coefficient d'émission de CO₂ - Principes généraux, Module M1-7 (indice de classement : P 52-621) ;
 - NF EN 15232 Impact de l'automatisation de la régulation et de la gestion technique du bâtiment (indice de classement : P 52-703) ;
 - NF EN 15193-1 Exigences énergétiques pour l'éclairage - Partie 1 : Spécifications, module M9 (indice de classement : X 90-012-1) ;
 - FD CEN/TR 16567 Mécanismes d'obligations en matière d'efficacité énergétique en Europe - Vue d'ensemble et analyse des principales caractéristiques et possibilités d'harmonisation (indice de classement : X 30-040) ;
 - NF ISO 17743 Economies d'énergie - Définition d'un cadre méthodologique pour le calcul et le rapport d'économies d'énergies (indice de classement : X 30-043) ;
 - NF EN 15900 Services d'efficacité énergétique - Définitions et exigences (indice de classement : X 30-131) ;
 - Efficacité énergétique et sources d'énergie renouvelables :
 - NF EN ISO/IEC 13273-1 Terminologie internationale commune - Partie 1 : efficacité énergétique (indice de classement : X 30-137-1) ;
 - NF EN ISO/IEC 13273-2 Terminologie internationale commune - Partie 2 : sources d'énergie renouvelables (indice de classement : X 30-137-2).
 - NF EN 17267 Plan de mesurage et de surveillance de l'énergie - Conception et mise en œuvre - Principes pour la collecte des données énergétiques (indice de classement : X 30-147) ;
 - Référentiel 'Energie-Carbone' pour les bâtiments neufs :
 - Méthode d'évaluation de la performance énergétique et environnementale des bâtiments neufs (juillet 2017) ;
 - Niveaux de performance 'Energie-Carbone' pour les bâtiments neufs (octobre 2016).
- Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :

- Titre 2 : Encadrement de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et des mutations des bâtiments - Chapitre 2 : Procédures administratives - Articles L. 122-1 à L. 122-12, R. 122-1 à R. 122-35 ;
- Titre 7 : Performance énergétique et environnementale :
 - Chapitre 1 : Objectifs généraux de performance énergétique et environnementale - Articles L. 171-1 à L. 171-3, R. 171-1 à R. 171-31 ;
 - Chapitre 2 : Construction de bâtiments - Articles L. 172-1, R. 172-1 à R. 172-13.
- Codes de l'énergie (Partie Législative), en particulier :
 - Titre préliminaire - Les objectifs de la politique énergétique - Articles L. 100-1 à L. 100-4 ;
 - Titre 3 La performance énergétique - Chapitre 1 Dispositions générales - Articles L. 231-1 à L. 231-4 ;
 - Titre 4 Les installations de chauffage et de climatisation - Chapitre 2 Contrôles et sanctions - Section 1 Recherche et constatation - Section 2 Dispositif d'individualisation des frais de chauffage dans les immeubles collectifs - Articles L. 242-1 à L. 242-4 ;
 - Chapitre 4 Contrôles et sanctions - Articles L. 714-1 à L. 714-2.
- Les textes législatifs et réglementaires :
 - D 29-11-00 Décret n° 2000-1153 du 29 novembre 2000 modifié relatif aux caractéristiques thermiques des constructions modifiant le code de la construction et de l'habitation et pris pour l'application de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
 - L 13-07-05 Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, en particulier le chapitre III 'La maîtrise de l'énergie dans les bâtiments' ;
 - A 31-12-05 Arrêté du 31 octobre 2005 relatif aux dispositions techniques pour le choix et le remplacement de l'énergie des maisons individuelles ;
 - D 24-05-06 Décret n° 2006-592 du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment ;
 - A 24-05-06 Arrêté du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment ;
 - A 03-05-07 Arrêté du 3 mai 2007 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performances énergétiques » ;
 - C 24-06-08 Circulaire du 24 juin 2008 relative à l'application de l'arrêté du 31 octobre 2005 relatif aux dispositions techniques pour le choix et le remplacement de l'énergie des maisons individuelles ;
 - D 29-09-09 Décret n° 2009-1154 du 29 septembre 2009 créant un label « haute performance énergétique rénovation » pour certains bâtiments existants ;
 - A 29-09-09 Arrêté du 29 septembre 2009 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique rénovation » ;
 - D 19-05-10 Directive 2010/31/UE du 19 mai 2010 modifiée du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments ;
 - A 29-12-10 Arrêté du 29 décembre 2010 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
 - R 16-01-12 Règlement délégué (UE) n° 244/2012 de la Commission du 16 janvier 2012 complétant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments en établissant un cadre méthodologique comparatif de calcul des niveaux optimaux en fonction des coûts des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments et éléments de bâtiment ;
 - O 19-04-12 Orientations du 19 avril 2012 accompagnant le règlement délégué (UE) n° 244/2012 de la Commission du 16 janvier 2012 complétant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments en établissant un cadre méthodologique comparatif de calcul des niveaux optimaux en fonction des coûts des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments et éléments de bâtiment ;
 - D 25-10-12 Directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 modifiée du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE ;
 - D 28-12-12 Décret n° 2012-1530 du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions de bâtiments ;
 - A 22-12-14 Arrêté du 22 décembre 2014 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie (Extraits) ;
 - O 17-08-15 Observations du Gouvernement sur la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
 - L 17-08-15 Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 modifiée relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

- D 30-05-16 Décret n° 2016-711 du 30 mai 2016 relatif aux travaux d'isolation en cas de travaux de ravalement de façade, de réfection de toiture ou d'aménagement de locaux en vue de les rendre habitables ;
- D 21-12-16 Décret n° 2016-1821 du 21 décembre 2016 relatif aux constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics ou des collectivités territoriales ;
- A 10-04-16 Arrêté du 10 avril 2017 relatif aux constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics et des collectivités territoriales ;
- R 04-07-17 Règlement (UE) 2017/1369 du parlement européen et du conseil du 4 juillet 2017 établissant un cadre pour l'étiquetage énergétique et abrogeant la directive 2010/30/UE ;
- A 26-07-17 Arrêté du 26 juillet 2017 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ;
- D 30-05-18 Directive (UE) 2018/844 du 30 mai 2018 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique ;
- D 22-05-19 Décret n° 2019-496 du 22 mai 2019 relatif à la détermination individuelle de la quantité de chaleur, de froid et d'eau chaude sanitaire consommée et à la répartition des frais de chauffage, de refroidissement et d'eau chaude sanitaire, dans les immeubles collectifs à usage d'habitation ou à usage d'habitation et professionnel ;
- D 23-07-19 Décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire ;
- R 07-06-19 Recommandation (UE) 2019/1019 de la Commission du 7 juin 2019 sur la modernisation des bâtiments ;
- R 08-05-19 Recommandation (UE) 2019/786 de la Commission du 8 mai 2019 sur la rénovation des bâtiments ;
- R 04-03-19 Règlement délégué (UE) 2019/826 de la Commission du 4 mars 2019 modifiant les annexes VIII et IX de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil sur le contenu des évaluations complètes du potentiel d'efficacité en matière de chaleur et de froid ;
- O 15-07-20 Ordonnance n° 2020-866 du 15 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de l'énergie et du climat ;
- R 16-07-20 Rapport au Président de la République du 16 juillet 2020 relatif à l'ordonnance n° 2020-866 du 15 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de l'énergie et du climat ;
- R 14-10-20 Règlement délégué (UE) n° 2020/2155 de la Commission du 14 octobre 2020 complétant la directive (UE) 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil par l'établissement d'un système commun facultatif de l'Union européenne pour évaluer l'état de préparation intelligente des bâtiments ;
- R 14-10-20 Règlement d'exécution (UE) n° 2020/2156 de la Commission du 14 octobre 2020 précisant les modalités techniques pour la mise en œuvre efficace d'un système facultatif commun de l'Union pour l'évaluation du potentiel d'intelligence des bâtiments ;
- D 29-07-21 Décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine ;
- A 14-12-21 Arrêté du 14 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale des produits destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment et à la déclaration environnementale des produits utilisée pour le calcul de la performance environnementale des bâtiments ;
- D 16-12-21 Décret n° 2021-1674 du 16 décembre 2021 relatif à la déclaration environnementale de produits de construction et de décoration ainsi que des équipements électriques, électroniques et de génie climatique ;
- A 13-05-22 Arrêté du 13 mai 2022 modifiant des dispositions du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
- D 01-03-22 Décret n° 2022-305 du 1 mars 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments de bureaux et d'enseignement primaire ou secondaire en France métropolitaine.

Etude de faisabilité des approvisionnements en énergie

S'applique à la construction de tout bâtiment nouveau ou partie nouvelle de bâtiment ou à toute opération de construction de bâtiments, dont la superficie hors œuvre nette totale nouvelle est supérieure à 1000 m², à l'exception des catégories suivantes :

- les constructions provisoires prévues pour une durée d'utilisation égale ou inférieure à 2 ans ;

- les bâtiments à usage agricole, artisanal ou industriel, autres que les locaux servant à l'habitation, qui ne demandent qu'une faible quantité d'énergie pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire ou le refroidissement ;
- les bâtiments servant de lieux de culte ;
- les monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire en application du code du patrimoine.

Réglementation Thermique des Bâtiments Existants

Textes législatifs et réglementaires :

- A 03-05-07 (3) Arrêté du 3 mai 2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants ;
- D 19-03-07 Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique ;
- A 18-12-07 Arrêté du 18 décembre 2007 modifié relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs et parties nouvelles de bâtiments et pour les rénovations de certains bâtiments existants en France métropolitaine ;
- A 20-12-07 Arrêté du 20 décembre 2007 relatif au coût de construction pris en compte pour déterminer la valeur du bâtiment, mentionné à l'article R. 131-26 du code de la construction et de l'habitation ;
- A 13-06-08 Arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1 000 mètres carrés, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants ;
- A 08-08-08 Arrêté du 8 août 2008 portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1 000 mètres carrés, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants ;
- A 21-09-12 Arrêté du 21 septembre 2012 modifiant l'annexe à l'arrêté du 8 août 2008 portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1 000 mètres carrés, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Règles de calculs thermiques :

- Méthode de calcul Th-CE Ex - Annexe à l'arrêté du 8 août 2008 ;
- Règles Th-U ex (fascicule 1/5 : Coefficient UBât ; fascicule 2/5 : matériaux ; fascicule 3/5 : parois vitrées ; fascicule 4/5 : ponts thermiques).

RT Existant - Fiche d'application :

- Précisions sur l'application des deux volets de la réglementation thermique des bâtiments existants ;
- Calcul de la valeur d'un bâtiment.

RT 2012

RT 2012 :

- Méthode de calcul Th-BCE : Annexe à l'arrêté du 30 avril 2013 portant approbation de la méthode de calcul Th-BCE ;
- Modificatif de la méthode de calcul Th-BCE : Annexe de l'arrêté du 4 novembre 2016 modifiant les modalités de prise en compte des boucles d'eau et des systèmes solaires thermiques dans la réglementation thermique 2012 ;
- Modificatif de la méthode de calcul Th-BCE : Annexe III de l'arrêté du 11 décembre 2014 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment de petite surface et diverses simplifications.

La méthode de calcul Th-BCE 2012 a pour objet le calcul des besoins bioclimatiques (Bbio), des consommations d'énergie (C) et des températures intérieures conventionnelles obtenues en conditions d'été (E). Elle n'a pas pour vocation de faire un calcul de consommation réelle compte tenu des conventions retenues.

Cette méthode de calcul utilise comme données d'entrée tous les éléments descriptifs du bâtiment et de ses équipements qui sont définis de façon opposable.

Ces données d'entrée des éléments descriptifs du bâtiment et de ses équipements sont constituées de deux types de paramètres différents :

- des paramètres dits intrinsèques qui correspondent aux caractéristiques propres du composant ;
- des paramètres dits d'intégration correspondants à la mise en œuvre dans le projet étudié.

Pour satisfaire à la présente réglementation thermique, les conditions suivantes doivent être respectées :

- le coefficient 'Cep' du bâtiment est inférieur ou égal au coefficient maximal 'Cepmax' déterminée selon les modalités précisées au titre II du présent arrêté ;
- le coefficient 'Bbio' du bâtiment est inférieur ou égal au coefficient maximal 'Bbiomax' déterminé selon les modalités précisées au titre II du présent arrêté ;
- pour les zones ou parties de zones de catégorie 'CE1' et pour chacune des zones du bâtiment, définie par son usage, l'exigence de confort d'été s'exprime comme suit : la 'Tic' est inférieure ou égale à la température intérieure conventionnelle de référence de la zone 'Ticréf', déterminée selon les modalités précisées au titre II du présent arrêté. Cette exigence peut être également satisfaite en considérant chacune des parties de zones du bâtiment pour lesquelles sont calculées successivement 'Tic' et 'Ticréf'. Cette exigence ne s'applique pas aux zones ou parties de zones composées uniquement de locaux de catégorie 'CE2' ;
- les caractéristiques thermiques du bâtiment respectent les exigences de moyens définies au titre III du présent arrêté.

Sont réputés respecter la réglementation les bâtiments dont les produits de construction et leur mise en œuvre sont conformes aux modes d'application simplifiés, approuvés dans les conditions décrites au titre IV du présent arrêté.

Les données d'entrée à la méthode Th-BCE relatives à l'enveloppe d'un bâtiment (coefficient de transmission surfacique U d'une paroi, coefficient de transmission lumineuse d'une baie, etc.) doivent être déterminées conformément aux règles Th-Bât, règles professionnelles d'application de la réglementation thermique française. Ces règles fournissent des méthodes permettant de passer des caractéristiques intrinsèques d'un produit aux caractéristiques utiles obtenues sur chantier après intégration du produit dans l'ouvrage.

Textes législatifs et réglementaires :

- D 26-10-10 Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions ;
- A 26-10-10 Arrêté du 26 octobre 2010 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments ;
- D 18-05-11 Décret n° 2011-544 du 18 mai 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments ;
- A 11-10-11 Arrêté du 11 octobre 2011 modifié relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments ;
- A 28-12-12 Arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétiques des constructions + rectificatif ;
- A 30-04-13 Arrêté du 30 avril 2013 portant approbation de la méthode de calcul Th-BCE 2012 prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 ;
- A 11-12-14 Arrêté du 11 décembre 2014 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment de petite surface et diverses simplifications.

RT 2012 Règles Th-Bat :

- Fascicule Généralités ;
- Fascicule Inertie ;
- Fascicule Matériaux ;
- Fascicule Parois vitrées ;
- Fascicule Parois opaques ;
- Fascicule Ponts thermiques.

RT 2012 : Comprendre et appliquer la RT 2012.

RT 2012 - Fiche d'application : Limites d'application de la RT 2012 au titre de l'article 1^{er}.

RE 2020

Textes législatifs et réglementaires :

- A 04-08-21 Arrêté du 4 août 2021 modifié relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation.

RE 2020 - Règles générales de calcul - Règles générales pour le calcul de la performance énergétique et environnementale :

- Annexe II modifié à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation ;

RE 2020 - Méthode de calcul Th-BCE 2020 :

- Annexe III modifié à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation ;

RE 2020 - Règles Th-Bat -Données d'entrée au calcul de la performance énergétique :

- Annexe IV Règles 'Th-Bat 2020' :
 - Fascicule Généralités ;
 - Fascicule Matériaux ;
 - Fascicule Parois vitrées ;
 - Fascicule Parois opaques ;
 - Fascicule Ponts thermiques ;
 - Fascicule Inertie.

Objet et domaine d'application de la Méthode Th-BCE 2020 :

La méthode de calcul Th-BCE a pour objet le calcul réglementaire des coefficients 'Bbio', 'Cep', 'Cep_{nr}', et 'DH'. Elle n'a pas pour vocation de faire un calcul de consommation réelle compte tenu des conventions retenues.

Cette méthode de calcul utilise comme données d'entrée tous les éléments descriptifs du bâtiment et de ses équipements qui sont définis de façon opposable.

Ces données d'entrée des éléments descriptifs du bâtiment et de ses équipements sont constituées de deux types de paramètres différents :

- Des paramètres dits intrinsèques qui correspondent aux caractéristiques propres du composant ;
- Des paramètres dits d'intégration correspondants à la mise en œuvre dans le projet étudié.

Les éléments apportés après la réception du bâtiment ainsi que les paramètres indépendants du bâtiment intervenant dans la méthode de calcul sont définis de façon conventionnelle.

Le coefficient 'Bbio' :

Exprimé en points caractérise l'efficacité énergétique du bâti. Il permet d'apprécier celui-ci par rapport aux besoins de chauffage, de refroidissement et de consommations futures d'éclairage artificiel. Il s'appuie sur la prise en compte des éléments suivants :

- La conception architecturale du bâti (implantation, forme, aires et orientation des baies, accès à l'éclairage naturel des locaux ...) ;
- Les caractéristiques de l'enveloppe en termes d'isolation, de transmission solaire, de transmission lumineuse, d'ouverture des baies et d'étanchéité à l'air ;
- Les caractéristiques d'inertie du bâti.

Le coefficient 'Cep' :

Exprimé en kWh/(m².SREF) d'énergie primaire représente les consommations d'énergie de chauffage, de refroidissement, d'eau chaude sanitaire, d'auxiliaires et d'éclairage des bâtiments. Ce coefficient 'Cep' ajoute au coefficient 'Bbio' l'impact des systèmes énergétiques suivants :

- Systèmes de chauffage et de refroidissement, y compris les auxiliaires ;
- Systèmes d'eau chaude sanitaire y compris les auxiliaires ;
- Auxiliaires de ventilation (l'impact des débits d'air étant pris en compte dans les consommations des systèmes de chauffage et de refroidissement) ;
- Systèmes d'éclairage ;
- Systèmes de production locale d'énergie, y compris les auxiliaires.

L'indicateur degrés-heures 'DH' :

Permet d'évaluer l'inconfort pour les occupants (température opérative du groupe située au-dessus de la température de confort adaptatif).

Domaine d'application des règles Th-Bat :

Les règles Th-Bât ont pour objet la détermination des données d'entrée aux calculs de la performance énergétique du bâtiment pour le calcul réglementaire. Elles ne traitent que de la performance thermique, énergétique et lumineuse utile des produits et/ou procédés d'enveloppe. Pour vérifier l'aptitude à l'emploi et l'absence de pathologie liée à la mise en œuvre d'un produit/procédé donné, il faut se reporter aux règles de l'art et/ou aux documents d'évaluation correspondants. Ainsi, les schémas qui y figurent ne constituent pas des détails d'exécution ou de mise en œuvre d'un produit/procédé ou système et ne servent qu'à illustrer les paramètres ayant un impact sur la performance thermique/énergétique/lumineuse de l'ensemble.

Contenu des règles Th-Bat :

Les règles Th-bat constituent l'ensemble des formules, principes et moyens de détermination de la performance thermique, énergétique et lumineuse des composants d'enveloppe pour l'application des réglementations thermiques.

Elles fournissent également des valeurs par défaut qui peuvent être utilisées dans les conditions définies au chapitre V de l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation.

Des conditions d'application particulières sont données dans les différents fascicules.

Les règles Th-Bat comportent six fascicules :

– Fascicule 'Généralités' :

Ce fascicule est commun aux cinq autres fascicules. Il définit le principe de caractéristiques thermiques utiles des parois et ponts thermiques, servant au calcul des performances énergétiques du bâtiment, et donne les conventions de calcul communes aux autres fascicules. Il fournit des valeurs par défaut.

– Fascicule 'Matériaux' :

Ce fascicule fournit les méthodes de détermination des caractéristiques thermiques utiles des matériaux et fournit des valeurs par défaut pour les matériaux les plus courants (conductivité thermique, capacité thermique massique et facteur de résistance à la vapeur d'eau).

– Fascicule 'Parois vitrées' :

Ce fascicule fournit les méthodes de détermination des caractéristiques thermiques utiles des coefficients de transmission thermiques surfacique (U), des facteurs solaires (S) et des transmission lumineuses (TL) des parois vitrées et fournit des valeurs par défaut.

– Fascicule 'Parois opaques' :

Ce fascicule fournit les méthodes de détermination des caractéristiques thermiques utiles des coefficients de transmission thermiques surfacique (U), des facteurs solaires (S) des parois opaques et des lames d'air et fournit des valeurs par défaut.

– Fascicule 'Ponts thermiques' :

Ce fascicule fournit les méthodes de détermination des caractéristiques thermiques utiles des coefficients de transmission thermiques linéique (ψ), des facteurs solaires (S) des ponts thermiques et fournit des valeurs par défaut pour les liaisons les plus courantes.

– Fascicule 'Inertie' :

Ce fascicule fournit les méthodes de détermination des caractéristiques thermiques dynamique à l'échelle de la paroi et du bâtiment. Il fournit également des valeurs par défaut.

Diagnostic de performance énergétique

Le diagnostic de performance énergétique s'applique à tout bâtiment ou partie de bâtiment clos et couvert, à l'exception des catégories suivantes :

- les constructions provisoires prévues pour une durée d'utilisation égale ou inférieure à 2 ans ;

- les bâtiments à usage agricole, artisanal ou industriel, autres que les locaux servant à l'habitation, qui ne demandent qu'une faible quantité d'énergie pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire ou le refroidissement ;
- les bâtiments servant de lieux de culte ;
- les monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire en application du code du patrimoine.

Code de la construction et de l'habitation (Partie Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :

- Titre 2 : Encadrement de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et des mutations des bâtiments :
 - Chapitre 1 : Structures de conseil et de recherche pour le secteur de la construction - Article R. 121-1, D. 121-12 à D. 121-22 ;
 - Chapitre 2 : Procédures administratives - Articles L. 122-7 et L. 122-8, R. 122-22, R. 122-24 à R. 122-28 ;
- Titre 7 : Performance énergétique et environnementale - Chapitre 1 : Objectifs généraux de performance énergétique et environnementale - Articles L. 171-1 à L. 171-3, R. 171-1 à R. 171-31.

Les textes législatifs et réglementaires, en particulier :

- A 07-12-07 Arrêté du 7 décembre 2007 relatif à l'affichage du diagnostic de performance énergétique dans les bâtiments publics en France métropolitaine ;
- D 03-12-12 Décret n° 2012-1342 du 3 décembre 2012 relatif aux diagnostics de performance énergétique pour les bâtiments équipés d'une installation collective de chauffage ou de refroidissement et aux travaux d'économies d'énergie dans les immeubles en copropriété ;
- A 24-12-12 Arrêté du 24 décembre 2012 relatif à la base de données introduite par le décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;
- A 28-02-13 Arrêté du 28 février 2013 relatif au contenu et aux modalités de réalisation d'un audit énergétique ;
- A 31-03-21 Arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation en France métropolitaine ;
- A 31-03-21 Arrêté du 31 mars 2021 modifiant diverses dispositions relatives au diagnostic de performance énergétique ;
- A 08-10-21 Arrêté du 8 octobre 2021 modifiant la méthode de calcul et les modalités d'établissement du diagnostic de performance énergétique ;
- A 06-04-22 Arrêté du 6 avril 2022 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 122-22 à R. 122-25 et R. 172-1 à R. 172-9 du code de la construction et de l'habitation ;
- A 06-04-22 Annexes à l'arrêté du 6 avril 2022 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 122-22 à R. 122-25 et R. 172-1 à R. 172-9 du code de la construction et de l'habitation.

Personnes handicapées

Les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :

- NF P 96-105 Accessibilité aux personnes handicapées et aux personnes ayant des difficultés de lecture ou de compréhension - Pour une information accessible à tous : les pictogrammes - Préconisations pour la conception et l'utilisation des pictogrammes ;
- NF P 96-106 Accessibilité et qualité d'usage dans l'environnement bâti - Rampes amovibles d'accès à un bâtiment, une installation ou un équipement ;
- NF P 96-107 Accessibilité des établissements recevant du public - Signalétique de repérage et d'orientation dans les établissements recevant du public ;
- NF P 96-108 Accessibilité des établissements recevant du public - Plan de maintenance permettant de garantir l'usage pour tous des solutions d'accessibilité ;
- FD X 08-040 Symboles graphiques et pictogrammes - Dispositifs d'information et de sécurité :
 - Partie 1 : démarche d'expérimentation ou de validation de nouveaux signaux de santé/sécurité visuels (indice de classement : X 08-040-1) ;
 - Partie 2 : signaux de sécurité visuels expérimentaux (indice de classement : X 08-040-2).
- Accessibilité et utilisabilité de l'environnement bâti :
 - NF EN 17210 Exigences fonctionnelles (indice de classement : X 35-901) ;
 - FD CEN/TR 17621 Critères et spécifications de performance technique (indice de classement : X 35-905) ;
 - FD CEN/TR 17622 Evaluation de la conformité (indice de classement : X 35-906).

- Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :
 - Titre 2 : Encadrement de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et des mutations des bâtiments - Chapitre 2 : Procédures administratives - Articles L. 122-1 à L. 122-12, R. 122-1 à R. 122-35 ;
 - Titre 6 : Accessibilité :
 - Chapitre 1 : Objectifs généraux d'accessibilité des bâtiments - Articles L. 161-1 à L. 161-3, R. 161-1 à R. 161-3 ;
 - Chapitre 3 : Modification de bâtiments existants - Articles L. 163-1 à L. 163-2, R. 163-1 R. 163-4 ;
 - Chapitre 5 : Agendas d'accessibilité programmée - Articles L. 165-1 à L. 165-7, R. 165-1 à R. 165-21 ;

Les textes législatifs et réglementaires :

- L 11-02-05 Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (extraits) ;
- A 22-03-07 Arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et 111-19-24 du CCH, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées ;
- C 30-11-07 Circulaire interministérielle n° 2007-53 DGUHC du 30 novembre 2007 et annexes I à X, relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation ;
- C 20-04-09 Circulaire du 20 avril 2009 relative à l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs existants, et des établissements recevant du public et installations ouvertes au public existants, modifiant la circulation interministérielle DGUHC n° 2007-53 du 30 novembre 2007 ;
- L 10-01-14 Loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- O 26-09-14 Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- C 21-05-15 Circulaire du 21 mai 2015 relative à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- L 05-08-15 Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap ;
- A 28-04-17 Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction ;
- A 27-02-19 Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

Etablissements recevant du public

- Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :
 - Titre 2 : Encadrement de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et des mutations des bâtiments - Chapitre 2 : Procédures administratives - Section 2 : Déclaration et autorisations - Articles R. 122-6, R. 122-8, R. 122-10 à R. 122-13, R. 122-18 ;
 - Titre 5 : Qualité sanitaire - Chapitre 7 : Autres équipements - Article R. 157-1 ;
 - Titre 6 : Accessibilité - Chapitre 2 : Construction de bâtiments - Section 3 : Construction d'établissements recevant du public et aménagement d'installations ouvertes au public - Articles R. 162-9 à R. 162-11 ;
 - Titre 6 : Accessibilité - Chapitre 4 : Etablissements recevant du public existants - Articles L. 164-2, L. 164-3, R. 164-2, R. 164-4, R. 164-6 ;

Les lois et textes ministériels :

- D 09-12-78 Décret n° 78-1167 du 9 décembre 1978 fixant les mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées à mobilité réduite les installations ouvertes au public existantes appartenant à certaines personnes publiques et adapter les services de transport public pour faciliter les déplacements des personnes handicapées ;
- A 21-03-07 Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du CCH, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public ;
- A 11-09-07 Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées ;
- D 05-11-14 Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;
- D 05-11-14 Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;
- A 08-12-14 Arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public + rectificatif ;
- A 20-04-17 Arrêté du 20 avril 2017 modifié relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

CPT et autres documents techniques d'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

- BP P 96-100 : Guide de bonnes pratiques à l'attention des maîtres d'ouvrage pour réaliser un diagnostic d'accessibilité ;
- BP P 96-101 : Référentiel de bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes en situation de handicap dans les établissements recevant du public ;

Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - livre 1 : dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - article GN 8 - admission des handicapés. En application des dispositions de l'article R. 143-19 du CCH, les effectifs, déterminés en pourcentage par rapport à l'effectif total du public admissible ou en chiffre absolu, au-delà desquels la présence de personnes handicapées circulant en fauteuil roulant nécessite l'adoption de mesures spéciales de sécurité, sont définies dans le tableau ci-après :

Types d'établissement	Rez-de-chaussée	Autre niveau
Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées	Sans objet	Sans objet
Etablissement de spectacles, salles de conférences et de réunion bals et dancings	5% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de deux	1% de handicapés accompagnés avec un minimum de deux
Restaurants, cafés, bibliothèques, musées	10% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de quatre	1% de handicapés accompagnés avec un minimum de deux
Magasins de vente, supermarchés ou hypermarchés, halls d'exposition	2% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de quatre	0,5% de handicapés accompagnés avec un minimum de deux
Centre commerciaux	5% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de quatre	2% de handicapés accompagnés avec un minimum de deux
Hôtels	25% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de quatre	1% de handicapés accompagnés avec un minimum de deux
Etablissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances, centre de loisirs sans hébergement (arrêté du 22 novembre 2004)	1,5% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de deux	Même effectif qu'en rez-de-chaussée
Etablissements d'enseignement supérieur publics ou privés	5% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de deux	Même effectif qu'en rez-de-chaussée
Etablissements sanitaires publics ou privés	Sans objet	Sans objet
Etablissement de culte	Sans limitation	10% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de cinq
Banques et administrations publiques ou privées	Sans limitation	Sans limitation
Piscines et établissements sportifs	Sans limitation	10% de handicapés accompagnés ou non avec un minimum de cinq

Lorsque le nombre de personnes handicapées dépasse les effectifs fixés ci-dessus, des mesures spéciales seront prévues suivant paragraphe § 2 de l'article GN 8.

Lieux de travail

Le Code du Travail suivant :

- articles L. 4211-1 à L. 4211-2, R. 4214-26 à R. 4214-28

Les textes législatifs et réglementaires :

- D 07-11-11 Décret n° 2011-1461 du 7 novembre 2011 relatif à l'évacuation des personnes handicapées des lieux de travail en cas d'incendie.

Risque sismique

Suivant les zones de construction et la nature des immeubles il sera tenu compte des décrets, arrêtés et règles de constructions parasismiques, en particulier :

- Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :
 - Titre 3 : Règles générales de sécurité - Chapitre 2 : Prévention des risques naturels - Articles L. 132-2, R. 132-2 ;
 - article R. 132-2 Dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique, les règles concernant la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations et les mesures techniques préventives doivent respecter les dispositions du décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique, sans préjudice de l'application des règles plus sévères fixées par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, lorsqu'il existe.
- Code de l'Environnement :
 - Livre 5 : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances - Titre 6 : Prévention des risques naturels - Chapitre 2 : Plans de prévention des risques naturels prévisibles - Chapitre 3 : Autres mesures de prévention - Section : 1 Prévention du risque sismique - Chapitre 5 : Schémas de prévention des risques naturels majeurs et organismes consultatifs - Articles R. 562-1 à R. 562-12, R. 563-1 à R. 563-8-1, R. 565-1 à R. 565-7, D. 565-8 à D. 565-12 ;
- circulaire UHC/QC/21 n° 2000-77 du 31 octobre 2000 relative au contrôle technique des constructions pour la prévention du risque sismique ;
- Eurocode 8 - EN 1998 : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes :
 - NF EN 1998-1 - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments (indice de classement : P 06-030-1) ;
 - NF EN 1998-1/NA - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1998-1 (indice de classement : P 06-030-1/NA) ;
 - NF EN 1998-3 Partie 3 : Evaluation et renforcement des bâtiments (indice de classement : P 06-033-1) ;
 - NF EN 1998-3/NA Partie 3 : Evaluation et renforcement des bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1998-3 (indice de classement : P 06-033-1/NA) ;
 - NF EN 1998-5 - Partie 5 : Fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques (indice de classement : P 06-035-1) ;
 - NF EN 1998-5/NA - Partie 5 : Fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques - Annexe nationale à la NF EN 1998-5 (indice de classement : P 06-035-1/NA).
- Règles PS-MI 89 révisées 92 (NF P 06-014) (décembre 1995) : Règles de construction parasismique - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés - Domaine d'application - Conception - Exécution + Amendement A1 (février 2001) + Amendement A2 (janvier 2011) (indice de classement : P 06-014) ;
- Guides :
 - Guide de construction parasismique des maisons individuelles - Zone 5 (Bulletin officiel du ministère de la transition écologique, DHUP-CPMI-EC8 Z5, décembre 2020) ;
 - Guide de construction parasismique des maisons individuelles - Zones 3-4 (Bulletin officiel du ministère de la transition écologique, DHUP-CPMI EC8 Z3-4, août 2021) + Erratum.
- les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :
 - FD P 06-029 Règles de construction parasismiques - Dimensionnement des ancrages en zone sismique ;

- NF EN 15129 Dispositifs antisismiques (indice de classement : T 47-700).
- les textes législatifs et réglementaires :
 - D 22-10-10 Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
 - D 22-10-10 Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
 - A 25-10-12 Arrêté du 25 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal' ;
 - A 17-06-22 Arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal'.
 - A 22-10-10 Arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal' ;
 - A 24-01-11 Arrêté du 24 janvier 2011 fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées ;
 - A 19-07-11 Arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal' ;
 - A 15-09-14 Arrêté du 15 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal' ;
 - A 30-12-20 Arrêté du 30 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal' ;
 - A 08-09-21 Arrêté du 8 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal'.

Protection contre les insectes xylophages

- les normes :
 - NF P 03-200 Agents de dégradation biologique du bois - Constat de l'état parasitaire dans les immeubles bâtis et non bâtis - Modalités générales ;
 - XP P 03-201 Diagnostic technique - Etat du bâtiment relatif à la présence de termites.
 - les lois et textes ministériels :
 - Loi n° 99-471 du 8 juin 1999 tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages ;
 - D 03-07-00 Décret n° 2000-613 du 3 juillet 2000 art. 5 relatif à l'application des articles R. 133-1 à R. 133-2 du C.C.H. ;
 - A 27-06-06 Arrêté du 27 juin 2006 modifié relatif à l'application des articles R. 112-2 à R. 112.4 du C.C.H. ;
 - D 05-09-06 Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif à l'application des articles R. 133-3 à R. 133-7 du C.C.H. ;
 - D 21-12-06 Décret n° 2006-1653 du 21 décembre 2006 relatif à l'application de l'article R. 133-8 du C.C.H. ;
 - D 28-11-14 Décret n° 2014-1427 du 28 novembre 2014 modifiant les articles R. 112-3, R. 112-4 et R. 133-4 du code de la construction et de l'habitation.
 - Code de la construction et de l'habitation (Parties Législative et Réglementaire) - Livre 1 : Construction, entretien et rénovation des bâtiments (Nouvelle codification) :
 - Titre 2 : Encadrement de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et des mutations des bâtiments - Chapitre 6 : Exploitation des bâtiments - Articles L. 126-4, L. 126-6, L. 126-23, L. 126-24, R. 126-2 à R. 126-4, R. 126-11, R. 126-42, D. 126-43 ;
 - Titre 3 : Règles générales de sécurité - Chapitre 1 : Stabilité et solidité - Articles L. 131-2, L. 131-2, R. 131-1 à R. 131-4 :
 - Article R. 131-1 : Afin de respecter l'objectif général de résistance contre les termites et insectes à larves xylophages fixé à l'article L. 131-2, les éléments participant à la solidité des structures mis en œuvre dans les bâtiments sont soit des bois naturellement résistant aux insectes ou des bois ou matériaux dérivés dont la durabilité a été renforcée, soit des dispositifs permettant le traitement ou le remplacement des éléments en bois ou matériaux dérivés.
- Les mêmes obligations s'imposent lors de l'introduction dans un bâtiment existant d'éléments en bois ou matériaux dérivés participant à la solidité de la structure ;

- Article R. 131-2 : Dans les zones délimitées par un arrêté préfectoral pris pour l'application de l'article L. 131-3 , les bâtiments neufs doivent être protégés contre l'action des termites. A cet effet doit être mis en œuvre une barrière de protection entre le sol et le bâtiment ou un dispositif de construction dont l'état est contrôlable ;
- Article R. 131-3 : Le constructeur du bâtiment ou des éléments mentionnés aux articles R. 131-1 et R. 131-2 fournit au maître d'ouvrage, au plus tard à la réception des travaux, une notice technique indiquant les dispositifs, les protections ainsi que les références et caractéristiques des matériaux mis en œuvre.
Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'outre-mer précise les conditions d'application des dispositions des articles R. 131-2 , R.131-3 et du présent article, ainsi que les adaptations à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion et de Mayotte.
- Titre 8 : Contrôle et sanctions - Chapitre 3 Disposition applicables à toutes les catégories de bâtiments - Article L. 183-18.

Bureaux d'études

Le maître d'œuvre étant missionné en EXE 1&2 pour le lot **Courant faible et Courant fort** uniquement et ayant établi le présent CCTP n'est pas chargé par le Maître d'ouvrage des études techniques nécessaires au présent dossier. L'entreprise devra intégrer dans son offre **l'ensemble des dossiers d'exécution et des plans chantiers**.

Les frais afférents au bureau d'étude seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot nécessitant une étude technique notamment pour les lots :

- Gros Œuvre: Etude Béton Armé ;
- Structure métallique, étanchéité ;
- Menuiserie extérieures ;
- CVC ;
- Electricité ;

Présentation des offres

Les entreprises devront répondre obligatoirement sur les bordereaux d'avant métré quantitatif fournis pour chaque lot dans le présent dossier. **Aucune autre présentation d'offre ne sera retenue.**

Liste des lots séparés, PSE

Le présent programme est décomposé en 9 lots séparés

- LOT N° 1 : GROS OEUVRE
- LOT N° 2 : STRUCTURE METALLIQUE - ETANCHEITE
- LOT N° 3 : MENUISERIE EXTERIEURE et INTERIEURES – SERRURERIE
- LOT N° 4 : PLATRERIE – PLAFONDS – ISOLATION
 - PSE N°2 : REFECTION PLAFOND RDC LOCAUX TECHNIQUES DU RDC
- LOT N° 5 : PEINTURE EXTERIEURE & INTERIEURE ITE
 - PSE N°2 : REFECTION PLAFOND RDC LOCAUX TECHNIQUES DU RDC
- LOT N° 6 : ELECTRICITE
- - PSE N°1: REMPLACEMENT DES 2 LIGNES DE SELF
- LOT N° 7 : CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRE
- - PSE N°1: REMPLACEMENT DES 2 LIGNES DE SELF
- LOT N° 8 : CARRELAGE – FAIENCE – SOL SOUPLES
 - VARIANTE N°1 : RESINE DE SOL
 - VARIANTE N°2 : SOL PVC
- LOT N° 9 : EQUIPEMENTS DE CUISINE ET PANNEAUX ISOTHERMIQUES
 - PSE N°1: REMPLACEMENT DES 2 LIGNES DE SELF

Pièces du dossier de consultations

Pièces graphiques :

PLANS ARCHITECTE
PLANS BE CVC
PLANS BE ELEC
PLANS BE STRUCTURE

Pièces écrites :

CCTP par Lot
 PLANNING TCE (Phasage + Planning TCE)
 CDPGF par Lot
 Diagnostic Amiante
 RICT
 PGC

Délai contractuel

Le délai contractuel pour l'exécution des travaux du présent dossier est fixé à 12 **mois + 2 mois de préparation.**

Le démarrage de la phase préparatoire est fixé au 1^{er} semestre 2026. Le démarrage des travaux est fixé au 1^{er} semestre 2026.

Avant Métré quantitatif

Le présent quantitatif est fourni à titre indicatif (le quantitatif n'est pas une pièce contractuelle), les erreurs ou omissions apparaissant dans le quantitatif, restent à la charge des entreprises adjudicataires, pour le montant global de leur soumission. les erreurs ou omissions apparaissant dans le quantitatif, restent à la charge des entreprises adjudicataires, pour le montant global de leur soumission. Les détails des calculs peuvent être fournis sur simple demande.

Objet du programme

Le présent CCTP décrit les travaux pour la Réfection de la cuisine du cercle mixte à Ecole de Gendarmerie de CHAUMONT (52)

Maître d'Ouvrage :	Cercle Mixte - Ecole de Gendarmerie 1, Avenue du 109E R. I. 52000 CHAUMONT
AMO :	QUADRICITE 8, Boulevard Barotte 52000 CHAUMONT
Architecte:	Atelier d'Architecture 52 1, Rue Raymond Savignac 52 000 CHAUMONT
Bureau d'étude Structure :	BETC 11, rue Jeanne d'Arc 52000 CHAUMONT
Bureau d'étude Fluide :	FLUID CONCEPT 280, ZAC de la Petite Champagne 88300 NEUFCHATEAU
Economiste :	Ateec 1, Impasse les Mennetriers 52 200 STS GEOSMES
Cuisiniste:	ATEC Ingenierie 52, Grande Rue 78240 CHAMBOURCY
Bureau de contrôle :	SOCOTEC AGENCE DE CHAUMONT 49 Rue Lévy Alphandéry 52000 CHAUMONT

Coordonnateur sécurité :

SOCOTEC
AGENCE DE TROYES
59 Rue Raymond Poincaré
10 004 TROYES